

JOURNAL OFFICIEL**DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE**Matahiti 141
N° 2 N.H.**TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI**Mahana 31
no Tenuare 1992**NUMERO SPECIAL****SOMMAIRE****PARTIE OFFICIELLE****ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE****DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE
OU DE LA COMMISSION PERMANENTE**

Pages

Délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 approuvant le budget du territoire, pour l'exercice 1992.	4
Délibération n° 92-7 AT du 24 janvier 1992 portant modification du budget du territoire, pour l'exercice 1991.	33
Délibération n° 92-8 AT du 24 janvier 1992 portant intégration au budget du territoire, exercice 1992, des emprunts FED/BEI (programme forestier à Nuku Hiva et programme forestier dans les archipels des Marquises et îles Sous-le-Vent). .	33
Délibération n° 92-9 AT du 24 janvier 1992 portant modification des statuts de l'établissement public dénommé "Fonds d'entraide aux îles".	34

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DU TERRITOIRE

DELIBERATIONS DE L'ASSEMBLEE TERRITORIALE OU DE LA COMMISSION PERMANENTE

DELIBERATION n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 approuvant le budget du territoire, pour l'exercice 1992.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française, modifiée ;

Vu la délibération n° 91-35 AT du 29 janvier 1991 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu l'arrêté du 15 novembre 1973 modifié relatif à la formalité de l'enregistrement dans le territoire ;

Vu le code des contributions directes ;

Vu le code des douanes ;

Vu la délibération n° 79-26 du 27 février 1979 portant harmonisation du tarif des douanes, modifiée ;

Vu la délibération n° 83-27 du 17 février 1983 instituant une contribution exceptionnelle au profit de l'Agence territoriale de la reconstruction ;

Vu la délibération n° 83-129 du 26 août 1983 portant réglementation applicable aux dépenses en capital, modifiée par la délibération n° 84-48 du 26 avril 1984 ;

Vu la délibération n° 84-45 du 26 avril 1984 portant adoption du nouveau cadre comptable du territoire de la Polynésie française et les actes modificatifs subséquents ;

Vu la délibération n° 84-1035 AT du 6 décembre 1984 portant approbation de mesures fiscales nouvelles applicables à l'importation ;

Vu la délibération n° 86-84 AT du 28 novembre 1986 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1987 ;

Vu les délibérations n° 87-93 et n° 87-94 du 6 août 1987 fixant le régime douanier de certaines boissons alcoolisées consommées dans les hôtels et les établissements agréés de restauration ;

Vu la délibération n° 88-157 AT du 22 novembre 1988 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1989 ;

Vu la délibération n° 89-145 du 21 décembre 1989 instituant un régime fiscal temporaire d'exonération de droits et taxes à l'importation applicables aux établissements hôteliers classés ;

Vu la délibération n° 90-88 AT du 30 août 1990 portant aménagement du F.P.P.H. ;

Vu la délibération n° 90-89 AT du 30 août 1990 modifiant la délibération n° 90-46 AT du 10 avril 1990 portant aménagement du tarif des douanes applicable à certains produits pétroliers ;

Vu la délibération n° 90-113 AT du 4 décembre 1990 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1991 ;

Vu la délibération n° 91-72 AT du 15 juin 1991 portant modification du budget du territoire pour l'exercice 1991 ;

Vu la délibération n° 90-85 AT du 30 août 1990 portant modification du règlement intérieur de l'assemblée territoriale ;

Vu l'arrêté n° 1430 CAB du 10 janvier 1992 de M. le haut-commissaire de la République portant convocation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française en session ordinaire, dite session budgétaire, au titre de l'année 1991 et fixant la date d'ouverture de cette session au 17 janvier 1992 ;

Vu la délibération n° 92-2 AT du 24 janvier 1992 fixant la durée de la session ordinaire, dite session budgétaire, au titre de l'année 1991 à deux mois et quinze jours ;

Vu l'arrêté n° 1410 CM du 13 décembre 1991 soumettant un projet de délibération approuvant le budget pour l'exercice 1992 ;

Vu le rapport n° 117-91 du 20 décembre 1991 de la commission des finances ;

Dans sa séance du 24 janvier 1992,

Adopte :

PREMIERE PARTIE

CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

TITRE I

Dispositions relatives aux recettes

A - Dispositions antérieures

Article 1er.— La perception des impôts, produits et revenus affectés au territoire, aux collectivités, aux établissements publics et organismes divers habilités à les percevoir, continue d'être

effectuée pendant l'année 1992, conformément aux délibérations et arrêtés en vigueur et aux dispositions de la présente délibération budgétaire.

Art. 2.— Toutes contributions directes ou indirectes, autres que celles qui sont autorisées par les règlements en vigueur, à quelque titre que ce soit et sous quelque dénomination qu'elles reçoivent, sont formellement interdites, à peine contre les employés qui confectionnent les rôles et tarifs, et ceux qui en poursuivraient le recouvrement, d'être poursuivis comme concussionnaires, sans préjudice de l'action en répétition contre tous receivers, percepteurs ou individus qui en auraient fait la perception.

Art. 3.— Seront également poursuivis comme concussionnaires, tous détenteurs de l'autorité publique, qui sous une forme quelconque et pour quelque motif que ce soit, auront, sans autorisation réglementaire, accordé toute exonération ou franchise de droit, impôt ou taxe publique, ou auront effectué gratuitement la délivrance des produits des établissements et services territoriaux.

B - Mesures fiscales

a) Droits et taxes à l'importation

Art. 4.— L'article 3 de la délibération n° 84-1035 AT du 6 décembre 1984 est modifié comme suit :

"Il est institué au profit de l'Office territorial des équipements sportifs et socio-éducatifs une taxe parafiscale dénommée "taxe pour le développement du sport".

Cette taxe, dont la liquidation incombe au service des douanes, a pour assiette les quantités de bière importée et de bière fabriquée localement pour la consommation dans le territoire, à l'exception des quantités de bière fabriquée localement destinée à l'exportation."

Art. 5.— Le taux du droit de douane, provisoirement réduit à 20 % par l'article 4 de la délibération n° 91-72 AT du 15 juin 1991, est rétabli à 30 %.

Art. 6.— Les produits ci-après bénéficient désormais du taux du droit fiscal d'entrée à 22 % dit taux ordinaire au lieu et place du taux à 43 % dit taux majoré :

- Les produits photographiques (chapitre 37) relevant des codifications :

37.02.20.00, 37.02.31.00, 37.02.32.00, 37.02.39.00, 37.02.41.00, 37.02.42.00, 37.02.43.00, 37.02.44.00, 37.02.51.00, 37.02.52.00, 37.02.53.00, 37.02.54.00, 37.02.55.00, 37.02.56.00, 37.02.91.00, 37.02.92.00, 37.02.93.00, 37.02.94.00, 37.02.95.00.

- Les produits de l'audiovisuel (chapitre 85) relevant des codifications :

85.23.11.00, 85.23.12.00, 85.23.13.00, 85.24.90.90, 85.23.90.00, 85.24.10.20, 85.24.10.90, 85.23.20.00, 85.24.21.90, 85.24.22.10, 85.24.21.10, 85.24.23.10, 85.24.23.90, 85.24.22.90.

Art. 7.— L'article 1er de la délibération n° 90-89 AT du 30 août 1990 est remplacé par les dispositions suivantes :

"Article 1er (nouveau).— La taxe de péréquation applicable aux produits pétroliers relevant des codifications 27.10.00.21 (supercarburant) et 27.10.00.29 (autres essences) est fixée à 10,50 F CFP par litre.

La taxe de péréquation applicable aux produits pétroliers relevant de la codification 27.10.00.39 (gazole) est fixée à 1,70 F CFP par litre."

Mesures bénéficiant aux établissements hôteliers

Art. 8.— Il est institué un régime fiscal d'exonération de droits à l'importation applicable aux établissements hôteliers classés en application de la délibération n° 67-84 du 6 juillet 1967 et à jour du paiement de la redevance d'aménagement touristique.

Art. 9.— L'exonération s'applique à l'ensemble des droits et taxes applicables à l'importation, à l'exception de la taxe nouvelle pour la protection sociale instituée par la délibération modifiée n° 82-96 du 16 septembre 1982 et des taxes pour services rendus perçues au profit du port autonome de Papeete ou du concessionnaire de l'aéroport international de Tahiti-Faaa.

Art. 10.— L'exonération s'applique aux marchandises et aux équipements importés par ou pour le compte des établissements définis à l'article 8 de la présente délibération, à l'exception des produits relevant des chapitres, numéros de tarifs, numéros de code S.H. ou codifications suivants :

01 à 24 inclus, 27, 32.08, 32.09, 33.03.00, 33.04.99.10, 33.05.10, 34.01.11, 36.04.10.00, 36.04.90.90, 38.08.10.90, 39.17.21, 39.17.23, 39.20.42, 39.23.21, 39.23.29, 39.24, 44.07, 44.09, 44.18, 48.10.11.10, 48.10.12.10, 48.10.21.10, 48.10.29.10, 48.10.91.10, 48.10.99.10, 48.18.10, 48.18.20, 48.18.30, 49.09.00, 49.10.11, 62.03, 62.04, 62.05, 62.06, 63.02.40 à 63.02.59 inclus, 63.03.68.10, 71, 73.08.90.10, 73.08.90.20, 73.09, 73.10, 73.14.20.00, 73.17.00.20, 76.10.10, 76.10.90, 76.11, 76.12, 79.07.10, 85.07.10.20, 87.03 (à l'exception de mini-bus comportant au moins 8 places assises, y compris le chauffeur), 87.07.87.08, 87.11, 89.03.99.90, 93, 94.01.50, 94.01.61, 94.01.69, 94.03.20, 94.03.30 à 94.03.60 inclus, 94.04.10, 94.04.21, 94.05.60.

Art. 11.— L'exonération est plafonnée pour une année civile donnée à un multiple du nombre de chambres fixé à :

- deux cent mille francs CFP (200.000 F CFP) par chambre dont la première mise en service est intervenue depuis moins de 7 ans ;
- cent mille francs CFP (100.000 F CFP) par chambre dont la première mise en service est intervenue depuis plus de sept ans.

L'ancienneté de première mise en service des chambres est déterminée par rapport à la date du 1er janvier de l'année concernée.

Art. 12.— Pour l'année civile 1992, le plafond résultant des dispositions de l'article 11 s'applique aux importations qui sont réalisées entre la date de publication de la présente délibération au *Journal officiel* de la Polynésie française et le 31 décembre 1992.

Art. 13.— Le régime d'exonération institué par la présente délibération est subordonné aux formalités suivantes :

- la déclaration d'importation relative à la mise à la consommation des produits bénéficiant de l'exonération doit faire expressément référence à la présente délibération ;
- une attestation établie par le bénéficiaire certifiant que la marchandise importée est bien destinée à son établissement, doit être jointe à la déclaration d'importation.

Cette attestation doit comporter l'engagement de ne pas céder en l'état à titre gratuit ou onéreux, pendant un délai de trois ans, les marchandises ayant bénéficié de la mesure d'exonération. Cette disposition ne s'applique pas aux produits relevant de la codification n° 49.11.10.10 du tarif des douanes.

Art. 14.— Les opérateurs important des marchandises en exonération pour le compte d'établissements hôteliers admis au régime défini par la présente délibération, sont tenus de faire apparaître sur la facture adressée à ces établissements, le montant détaillé des exonérations accordées pour les marchandises concernées.

Art. 15.— Le présent régime d'exonération ne s'applique pas aux marchandises qui ont fait l'objet d'une déclaration de mise à la consommation, enregistrée avant la date de publication de la présente délibération au *Journal officiel* de la Polynésie française. Il prend fin le 31 décembre 1992.

Art. 16.— Ce régime ne s'applique pas aux importations dont la valeur en douane des produits est inférieure à 50.000 F CFP par bénéficiaire et par déclaration.

Art. 17.— La liste des établissements qui remplissent les conditions définies à l'article 8 de la présente délibération et le plafond d'exonération résultant des dispositions des articles 11 et 12 de la présente délibération sont fixés par arrêté en conseil des ministres.

Art. 18.— Indépendamment des sanctions prévues au code des douanes, les infractions à la présente délibération peuvent donner lieu au retrait du bénéfice des dispositions du présent régime par arrêté en conseil des ministres.

Art. 19.— Il est institué une période transitoire à compter de la date de parution au *Journal officiel* de la Polynésie française de la présente délibération jusqu'au 31 mai 1992 pour l'application des dispositions de la délibération n° 89-145 du 21 décembre 1989, article 3.

Pour la période comprise entre le 1er janvier 1992 et la date de parution au *Journal officiel* de la Polynésie française de la présente délibération, les dispositions de la délibération n° 89-145 du 21 décembre 1989 sont applicables.

Les dispositions de l'article 10 ci-dessus entrent en application à compter du 1er juin 1993.

b) Droits d'enregistrement

Droit de timbre assis sur les titres de transports délivrés aux voyageurs résidant en Polynésie française

Art. 20.— Il est institué, dans le territoire de la Polynésie française, un droit de timbre assis sur les titres de transport délivrés aux voyageurs résidant en Polynésie française.

Art. 21.— Le montant de ce droit est fixé à deux mille francs (2.000 FCF) par titre émis.

Art. 22.— Le droit de timbre ainsi défini est perçu lors de la délivrance du titre de transport par l'agence ou le bureau qui l'émet. Il devra être libellé de manière distincte sur le billet de transport remis aux personnes visées par la présente délibération.

Art. 23.— Ont la qualité de voyageurs résidant dans le territoire, les personnes ci-après désignées :

- les personnes qui ont dans le territoire leur foyer ou le lieu de leur séjour principal ;
- celles qui exercent dans le territoire une activité professionnelle salariée ou non ;
- celles qui ont en Polynésie française le centre de leurs intérêts économiques ;
- et celles qui y sont installées depuis au moins un an et qui n'ont pas encore manifesté clairement leur intention de fixer leur domicile légal en Polynésie française.

Les personnes de nationalité étrangère sont considérées comme résidant dans le territoire dès lors qu'elle sont titulaires d'un permis de séjour dont la durée de validité atteint un an.

Art. 24.— Sont exemptés du droit de timbre :

- les titres de transports émis dans le cadre du réseau interinsulaire ;
- ceux émis au profit des personnes titulaires d'un passeport établi au taux réduit ou en exonération de droit, à savoir les personnes reconnues indigentes et les étudiants poursuivant des études supérieures ;
- ceux émis au profit des sportifs devant représenter le territoire à l'occasion des compétitions nationales ou internationales et pris en charge par le territoire.

Art. 25.— Les modalités de recouvrement du droit de timbre institué par la présente délibération seront précisées par un arrêté pris en conseil des ministres.

Autres droits de timbre

Art. 26.— Les droits de timbre perçus sur les documents administratifs ci-après, lors de leur délivrance ou de leur renouvellement, sont fixés, à compter du 1er janvier 1992 aux taux suivants :

- | | |
|---|----------|
| 1) Cartes nationales d'identité | 1.500 F |
| 2) Cartes grises (récépissés de déclaration de mise en circulation des véhicules automobiles et de tous autres véhicules à moteur) : | |
| - délivrance de cartes grises des véhicules de tourisme | 800 F/CV |
| - délivrance des cartes grises des véhicules utilitaires | 450 F/CV |
| - duplicata de cartes grises | 1.500 F |
| - remorques, tracteurs agricoles, vélomoteurs, motocyclettes et autres engins à deux ou trois roues dont la cylindrée n'exécède pas 125 cm ³ | 1.000 F |
| - cartes WW, W et TT | 2.000 F |

3) Permis de conduire des navires de plaisance :

- droit d'inscription à l'examen pour l'obtention du permis A	1.000 F
- droit d'inscription à l'examen pour l'obtention du permis B	1.500 F
- droit d'inscription à l'examen pour l'obtention du permis C	2.000 F
- droit de délivrance du permis A	3.000 F
- droit de délivrance du permis B	4.000 F
- droit de délivrance du permis C	5.000 F
- duplicata de permis (A, B, C)	2.000 F

4) Cartes de circulation des navires français d'une jauge brute inférieure à 10 tonneaux (délivrance ou renouvellement) :

- de 10 à 30 CV	500 F
- de 31 à 50 CV	1.000 F
- de 51 à 70 CV	1.500 F
- de 71 à 100 CV	2.000 F
- au-dessus de 100 CV	50 F par CV

Droits d'enregistrement

Art. 27.— Le droit fixe minimum de *deux mille francs* (2.000 F CFP) est porté à *deux mille cinq cents francs* (2.500 F CFP). Il constitue le minimum de perception applicable à tous les actes présentés à la formalité de l'enregistrement, que cette présentation soit obligatoire ou simplement volontaire, à l'exception de ceux qui sont exonérés de droits ou qui sont enregistrés gratis.

Par dérogation à ces dispositions, les certificats de nationalité française et ceux d'hérédité sont soumis à un droit fixe de *mille cinq cents francs* (1.500 F CFP).

Art. 28.— Les actes de dissolution ou de réduction de capital des sociétés, personnes morales ou groupements, ne donnant pas lieu à la perception du droit de partage ou du droit de mutation à titre onéreux dans les conditions fixées par l'article 11 de la délibération n° 88-111 AT du 29 septembre 1988, sont enregistrés au droit fixe de *sept mille francs* (7.000 F CFP).

Art. 29.— Les mutations de propriété à titre onéreux de fonds de commerce ou de clientèle sont assujetties à un droit d'enregistrement de 7 %.

Le droit est perçu sur le prix de la vente de l'achalandage, de la cession du droit de bail et des objets mobiliers ou autres servant à l'exploitation du fonds, à la seule exception des marchandises neuves garnissant le fonds. Ces marchandises sont soumises à un droit de 1,30 % à condition qu'il soit stipulé, pour elles, un prix particulier, et qu'elles soient désignées et estimées article par article dans un état distinct annexé au contrat ou à la déclaration de vente.

Art. 30.— La réduction de droit de 20 % et l'abattement de *deux millions de francs* (2.000.000 F CFP) prévus par les articles 2 et 4 de la délibération n° 88-111 AT du 29 septembre 1988 ne sont applicables qu'aux terrains à bâtir ou bâtis à concurrence d'une superficie de 2.500 m² par maison édifiée.

Si la superficie du terrain acquis, bâti ou non, excède les 2.500 m² ainsi fixés, il est perçu sur la fraction du prix correspon-

dant à la superficie excédant ces 2.500 m² les droits d'enregistrement ordinaires au taux de 7 % et 9 %.

*C - Impôts directs**a) Impôts sur les sociétés*

Art. 31.— Le paragraphe 5 de l'article 7, section I du code des impôts directs, est complété par l'alinéa suivant :

"La limite de déduction est portée à 3 pour 1.000 du chiffre d'affaires lorsque les dons sont versés au profit d'organismes ou d'associations reconnus d'intérêt général ou collectif par décision du conseil des ministres."

Art. 32.— L'article 8, section I du code des impôts directs, est complété d'un paragraphe 7 :

"7/ Les jetons de présence alloués au titre de l'exercice aux membres des conseils d'administration ou de surveillance pour la fraction qui excède la limitation suivante :

- 5 % du montant de la rémunération moyenne attribuée au cours de l'exercice aux cinq salariés les mieux rémunérés de l'entreprise, multiplié par le nombre desdits administrateurs."

Art. 33.— Le paragraphe 4/ de l'article 8, section I du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"4/ Les salaires perçus par les salariés astreints à immatriculation obligatoire à un régime de protection sociale du territoire, qui ne respectent pas cette obligation, pour leur activité dans l'entreprise.

Pour l'application de ces dispositions, doit être considérée comme salariée toute personne liée à un employeur par un contrat de travail écrit ou tacite ou tenue vis-à-vis de ceux qui utilisent ses services par des liens de subordination ou d'étroite dépendance."

Art. 34.— L'alinéa (a) du paragraphe 3 de l'article 11, section I du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"a) Calculer les amortissements et les plus-values ultérieures des biens autres que les marchandises compris dans l'apport, d'après leur valeur nette aux bilans des sociétés fusionnées, scindées ou apporteurs. La valeur nette s'entend du prix de revient, déduction faite des amortissements déjà réalisés par ces sociétés."

Art. 35.— L'alinéa (b) du paragraphe 2 de l'article 17, section I du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"b) L'élément P du ratio C représente les dépenses de personnel, fiscalement déductibles qui sont engagées pour l'emploi des salariés dans le territoire, à l'exclusion des dépenses de personnel relatives aux dirigeants de droit ou de fait de l'entreprise, que ces dirigeants soient associés, actionnaires ou non.

Pour l'application de cette disposition, doivent être considérées comme dirigeants de fait, les personnes qui, sans être investies de fonctions officielles de direction dans la société, assurent des fonctions analogues à celles des dirigeants de droit ou exercent un contrôle effectif et constant sur la direction de l'entreprise.

Pour la taxation 1992, l'augmentation de taux d'imposition consécutive à l'application du nouveau mode de calcul de l'élément P du ratio C est plafonnée à 3 points."

Art. 36.— L'article 18, section I du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"Article 18 (nouveau).—

- 1 - Les personnes morales passibles de l'impôt sur les sociétés sont assujetties à une imposition minimum égale à 0,5 pour 100 de leur chiffre d'affaires. La cotisation correspondante ne peut être inférieure à 200.000 FCP, ni excéder 4.000.000 FCP par exercice de 12 mois.

Le chiffre d'affaires servant de base au calcul de l'impôt minimum comprend l'ensemble des produits d'exploitation et des produits financiers réalisés par l'entreprise au cours de l'exercice.

- 2 - Le montant de l'impôt minimum est déductible de l'impôt sur les sociétés dû au titre des trois exercices suivants.
- 3 - Sont exonérées de l'impôt minimum :

- les sociétés nouvelles pour les trois premiers exercices de douze mois ;
- les sociétés en liquidation judiciaire pour la période postérieure au jugement déclaratif de liquidation ;
- les sociétés sans activité régulièrement déclarées en sommeil auprès du tribunal de commerce de Papeete."

Art. 37.— L'article 37, section I du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"Article 37 (nouveau).— Les provisions sont admises en déduction du bénéfice imposable lorsqu'elles remplissent les conditions suivantes :

- a) Elles doivent être destinées à faire face, soit à une perte ou à la dépréciation d'un élément d'actif, soit à une charge qui, si elle était intervenue au cours de la période d'imposition, aurait pu normalement venir en déduction des bénéfices imposables de cette période ;
- b) La perte ou la charge doit être probable et non pas seulement éventuelle ;
- c) La probabilité de la perte ou de la charge doit résulter d'événements intervenus au cours de la période d'imposition ;
- d) La perte ou la charge doit être nettement précisée ;
- e) Elles doivent avoir été constatées effectivement dans les écritures de l'exercice et figurer sur le relevé spécial annexé à la déclaration des résultats."

b) *Impôt sur le revenu des capitaux mobiliers*

Art. 38.— Le paragraphe 4° de l'article 36, section II, division I du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"4° - Au montant des jetons de présence, remboursements forfaitaires de frais et toutes autres rémunérations revenant à quelque titre que ce soit à l'administrateur unique, aux membres des conseils d'administration, des conseils de surveillance des sociétés visées au n° 1 qui précède."

Art. 39.— L'article 36, section II, division I du code des impôts directs, est complété par deux paragraphes supplémentaires :

"9° - Aux revenus distribués par les personnes morales visées aux n° 1 et n° 2, dans les conditions suivantes :

- a) Tous les bénéfices ou produits de ces personnes morales qui ne sont pas mis en réserve ou incorporés au capital ;
- b) Toutes les sommes ou valeurs mises à la disposition des associés, actionnaires ou porteurs de parts et non prélevées sur les bénéfices.

"10° - Aux intérêts, arrrages et tous autres produits :

- des dépôts de sommes d'argent à échéance fixe, quel que soit le dépositaire et quelle que soit l'affectation du dépôt, à l'exception des intérêts versés au titre des livrets d'épargne ;
- des bons du Trésor et assimilés ;
- des bons de caisse délivrés par les établissements de crédit en contrepartie des prêts qui leur sont consentis."

Art. 40.— L'article 40, division I, section II du code des impôts directs, est complété par les deux paragraphes suivants :

"7 - Pour l'application du 9e de l'article 36, les sommes imposables sont déterminées par la comparaison du total des postes de capital, de réserves et de résultat figurant au bilan de clôture de la période d'imposition avec le total des mêmes postes figurant au bilan de clôture de la période précédente.

La masse des revenus distribués ainsi déterminée est augmentée s'il y a lieu des sommes mises à la disposition des associés, actionnaires ou porteurs de parts et réputées imposables en vertu du 9e b de l'article 36.

Les amortissements du capital effectués dans les conditions décrites à l'article 43 doivent être exclus de la masse de ces revenus distribués.

Tout redressement de bénéfice imposable à l'impôt sur les sociétés au titre d'une période sera pris en compte au titre de la même période pour le calcul des revenus distribués, dans la mesure où les sommes correspondantes ne sont pas restées investies dans l'entreprise.

"8 - Pour les dépôts, bons du Trésor et bons de caisse, par le montant brut des intérêts, arrrages et produits versés."

Art. 41.— L'article 45, division I, section II du code des impôts directs, est complété par le paragraphe suivant :

"6 - Pour les intérêts et produits des dépôts, bons du Trésor, bons de caisse, au vu d'un rôle spécifique émis à l'issue de chaque trimestre civil.

Aux fins de confection de ce rôle, les établissements payeurs doivent déposer une déclaration auprès du service des contributions dans les vingt premiers jours des mois de janvier, avril, juillet et octobre, indiquant :

- l'identité et l'adresse de la partie versante ;
- la nature et le montant des sommes versées."

Art. 42.—L'article 38, division I, section II du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"Article 38 (nouveau).— L'impôt est calculé par application aux revenus imposables, arrondis au millier de francs inférieur, des taux suivants :

"1 - 10 % pour les produits autres que les lots et les intérêts des dépôts, bons du Trésor et bons de caisse, visés au 3 ci-dessous.

"2 - 12 % pour les lots payés aux créanciers et aux porteurs d'obligations.

"3 - 2,5 % pour les intérêts et produits des dépôts, bons du Trésor et bons de caisse prévus au 10° de l'article 36 dès lors qu'ils sont versés par les établissements financiers, de crédit ou par des personnes exerçant à titre habituel la profession de banque."

Art. 43.— Le paragraphe 1° de l'article 71, section II, division I du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"1° - Les dispositions de l'article 36-4e ne s'appliquent pas aux produits revenant aux administrateurs délégués ou directeurs en sus des sommes attribuées aux autres membres du conseil d'administration ou de surveillance, en tant qu'ils correspondent à leur fonction de direction.

Toutefois, la disposition qui précède ne peut s'appliquer qu'à deux administrateurs nommément désignés."

Art. 44.— Le paragraphe 2° de l'article 71, section II, division I du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"2° - En ce qui concerne les administrateurs ayant exercé une fonction salariée dans la société avant d'accéder au conseil d'administration ou de surveillance et continuant à occuper dans la société un emploi salarié, les dispositions de l'article 36-4e ne s'appliquent qu'aux produits leur revenant en leur qualité d'administrateur."

Art. 45.— Le deuxième alinéa de l'article 73, section II, division I du code des impôts directs, est abrogé.

Art. 46.— Le premier alinéa de l'article 74, section II, division I du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"Les sociétés, compagnies ou entreprises définies à l'article 73 sont celles qui, ayant leur siège social hors du territoire de Polynésie française, y possèdent ou exploitent des biens, ou y réalisent des opérations taxables et sont constituées sous une forme qui les rendrait imposables si elles y avaient leur siège."

Art. 47.—L'article 75, section II, division I du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"Article 75 (nouveau).—

1 - Les collectivités définies à l'article 73 doivent l'impôt à raison des bénéfices réalisés en Polynésie française.

Ces bénéfices sont réputés distribués à des associés n'ayant pas leur domicile fiscal en Polynésie française.

Toutefois, les sociétés peuvent demander que l'impôt ainsi exigible fasse l'objet d'une nouvelle liquidation dans la mesure où les sommes auxquelles il a été appliqué excèdent le montant total des distributions effectives réalisées au cours de la période de douze mois suivant la clôture de l'exercice retenu pour le calcul de l'impôt.

La demande doit être produite dans les trois mois de l'expiration de cette période.

2 - Les dispositions du 1 ne sont pas applicables aux sociétés ayant leur siège dans un pays ou état avec lequel la Polynésie française a passé un accord fixant les modalités de répartition des revenus distribués.

Dans ce cas, l'impôt est dû à raison de la quote-part de revenu distribué déterminée en application de cet accord.

L'accord fait l'objet d'un arrêté."

Art. 48.— Les articles 76, 77, 80 et 81, section II, division I du code des impôts directs, sont abrogés.

Art. 49.— Le troisième alinéa de l'article 78, section II, division I du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"L'impôt exigible sur les jetons de présence, remboursements forfaitaires de frais et toutes autres rémunérations revenant à l'administrateur unique, aux membres des conseils d'administration, de surveillance ou des directoires des sociétés par actions en leur dite qualité, n'est perçu que dans le territoire du siège de la société."

c) Impôt sur les transactions

Art. 50.— Les dispositions des alinéas deuxième et suivants de l'article 6, section II, division II du code des impôts directs, relatives à la détermination des taux d'imposition sont modifiées comme suit :

"Le taux de l'impôt est fixé comme suit :

a) Prestataires de services et professions libérales :

Recettes brutes annuelles inférieures à 5.000.000	2 %
Recettes brutes annuelles comprises entre	
5.000.001 et 10.000.000	4 %
10.000.001 et 20.000.000	5 %
20.000.001 et 50.000.000	6 %
50.000.001 et 75.000.000	8 %
Recettes brutes annuelles supérieures à 75.000.000	10 %

b) Commerçants

Recettes brutes annuelles inférieures à 20.000.000	1 %
Recettes brutes annuelles comprises entre	
20.000.001 et 40.000.000	2 %
40.000.001 et 80.000.000	2,5 %
80.000.001 et 200.000.000	3 %
200.000.001 et 300.000.000	4 %
Recettes brutes annuelles supérieures à 300.000.000	5 %

Le reste de l'article est sans changement

Art. 51.— L'article 7, section II, division II du code des impôts directs, est complété par les alinéas suivants :

"En cas de dissolution, de cessation d'activité, de transformation entraînant la création d'un être moral nouveau, de fusion, de transfert du siège social hors du territoire, ou de tout fait plaçant le contribuable hors du champ d'application du présent impôt, la déclaration doit être produite dans un délai de trente jours à compter des événements ci-dessus.

L'impôt dû en raison des recettes de toute nature non encore imposées est établi immédiatement.

Les recettes imposables sont déterminées d'après les recettes brutes résultant des opérations taxables de toute nature réalisées par les contribuables.

A ce titre, sont considérées comme opérations taxables, les cessions d'éléments mobiliers de l'actif immobilisé réalisées en cours ou en fin d'exploitation par les entreprises de nature commerciale ou par toute entreprise se livrant à des activités commerciales, l'appréciation du caractère commercial de l'activité étant réalisée en fonction des dispositions des articles 632 et 633 du code de commerce.

Pour l'application de cette disposition, il convient de considérer comme faisant partie de l'actif immobilisé, l'ensemble des éléments mobiliers d'actif qui constituent l'objet même de l'activité de l'entreprise, c'est-à-dire les éléments permanents d'exploitation (matériels, mobiliers éléments incorporels de fonds de commerce...).

Un coefficient modérateur de 30 % est appliqué au montant de la recette taxable correspondante lorsque l'élément d'actif cédé figurait au bilan de l'entreprise depuis au moins cinq années. Lorsque l'élément d'actif cédé figurait au bilan de l'entreprise depuis plus de dix ans, le coefficient modérateur est fixé à 60 %."

Art. 52.— L'article 8, section II, division II du code des impôts directs, est complété par les alinéas suivants :

"Le bénéfice des coefficients modérateurs de tout type ou des abattements utilisés pour le calcul de l'impôt est subordonné à la déclaration régulière des recettes prévues à l'article 7.

Il en résulte que les suppléments d'imposition dus à raison des redressements effectués par le service des contributions directes seront calculés sans l'intervention desdits coefficients modérateurs et abattements."

d) Contributions des patentes

Art. 53.— L'article 1er, section III, division I du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"Article 1er (nouveau).— Toute personne physique ou morale de nationalité française ou étrangère qui exerce à titre permanent ou temporaire une activité professionnelle non salariée, non comprise dans les exemptions déterminées par le présent code, est assujettie à la contribution des patentes."

Art. 54.— Le paragraphe 9e de l'article 6, section III, division I du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"9 - Les sociétés de caution mutuelle dont les statuts et le fonctionnement sont reconnus conformes aux dispositions législatives et réglementaires qui les régissent."

e) Impôt foncier sur les propriétés bâties

Art. 55.— L'article 24, section III, division II du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"Article 24 (nouveau).— Les constructions nouvelles, les reconstructions et les additions de constructions ne sont soumises à l'impôt foncier que la 6e année suivant celle de leur achèvement.

L'exemption temporaire n'est pas applicable aux terrains à usage commercial ou industriel qui sont taxables à partir du 1er janvier de l'année suivant celle de leur affectation.

L'exonération est portée de 5 à 10 ans pour les immeubles dont la demande de permis de construire a été déposée à compter du 28 mars 1991 et dont la conformité a été déclarée au plus tard le 31 décembre 1992."

Art. 56.— L'article 25, section III, division II du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"Article 25 (nouveau).— Pour bénéficier de l'exemption temporaire prévue à l'article précédent, le propriétaire ou la personne imposable devra, dans les 30 jours de la date d'occupation de l'immeuble ou des additions de constructions, souscrire et adresser au service des contributions une déclaration sur imprimé spécial (modèle annexe 1), revêtue du visa du maire ou de l'administrateur. Cette déclaration devra être accompagnée du certificat de conformité délivré par le service de l'urbanisme, en application des arrêtés du 9 décembre 1955 sur les terrains immobiliers.

Les autorités administratives qui délivrent ces pièces fourniront tous renseignements utiles à cet effet aux agents chargés de l'assiette des impôts.

A défaut de déclaration dans les délais impartis au présent article, comme en cas de déclaration tardive, les constructions nouvelles et additions de constructions seront imposées dès le 1er janvier de l'année qui suivra celle au cours de laquelle l'infraction sera relevée par procès-verbal. L'impôt sera en outre majoré d'autant de fois qu'il est écoulé d'années depuis celle où les bâtiments auront été achevés jusqu'à celle de la première année d'imposition, avec maximum de 5 fois et minimum de 1 fois."

Art. 57.— L'article 26, section III, division II du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"Article 26 (nouveau).— Les propriétaires sont tenus de signaler au service des contributions les modifications de valeur locative par rapport aux valeurs ayant servi dans le calcul de l'imposition pour l'année en cours. Ils seront imposés d'après les nouvelles valeurs à compter de l'année suivante.

A cet effet, ils devront souscrire, dans le mois de l'événement qui la motive, une déclaration indiquant au jour de sa production :

- l'identité du propriétaire de l'immeuble ;

- l'identité du ou des locataires éventuels, le montant du loyer en principal et s'il y a lieu le montant des charges ;
- le lieu de situation et l'adresse géographique de l'immeuble ;
- éventuellement, la mention de la vacance de l'immeuble.

Le défaut ou l'inexactitude de la déclaration sera sanctionné par une amende fiscale, contre le propriétaire, égale au double de l'impôt compromis (centimes additionnels compris)."

Art. 58.— L'article 28, section III, division II du code des impôts directs, est abrogé.

Art. 59.— L'article 29, section III, division II du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"Article 29 (nouveau).— Les déclarations prévues aux articles 25 et 26 sont utilisées par le service des contributions pour la détermination de la valeur locative des propriétés imposables, en application des règles suivantes :

- la valeur locative est déterminée au moyen des baux authentiques ou des locations verbales passées dans les conditions normales. En l'absence d'actes de l'espèce, la valeur locative est déterminée par la méthode d'évaluation directe :
 - évaluation de la valeur vénale foncière du bien ;
 - détermination du taux d'intérêt, pour chaque nature de propriété dans la région considérée ;
 - application du taux d'intérêt à la valeur vénale.

Les règles pratiques d'application de la méthode d'évaluation directe pour les locaux à usage d'habitation d'une part, et les locaux commerciaux, industriels et à usage professionnel d'autre part, sont définies dans un arrêté pris en conseil des ministres qui pourra, le cas échéant, fixer un coefficient de réévaluation des valeurs locatives calculées par la méthode.

En tout état de cause, les valeurs locatives ainsi déterminées ne pourront dépasser les taux généraux des loyers pratiqués pour des immeubles semblables d'une même agglomération.

En cas de désaccord sur la valeur locative ainsi fixée, le contribuable conserve le droit de saisir la commission territoriale des impôts dans les conditions prévues à la section V, division I du code des impôts directs.

Ce recours ne pourra être valablement exercé que jusqu'au 31 décembre de l'année qui suit celle de la mise en recouvrement de l'imposition établie d'après la valeur locative contestée."

Art. 60.— L'article 31, section III, division II du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"Article 31 (nouveau).— La contribution foncière des propriétés bâties est calculée par application d'un taux de 10 % à la valeur locative déterminée selon les dispositions des articles 27 et 29 de la présente section."

f) Taxe sur les spectacles

Art. 61.— Les dispositions de la section IV, division II, relatives à la taxe sur les spectacles subissent les modifications suivantes.

Le troisième alinéa de l'article 3 *ter*, section IV, division II, est modifié comme suit :

"En cas d'opposition à contrôle, d'insuffisance, d'erreur ou d'omission dans les déclarations mensuelles ou de retard dans leur dépôt, les dispositions des articles 12 à 15 sont applicables."

Le cinquième alinéa de l'article 3 *ter*, section IV, division II, relatif à la vente des films, est abrogé.

L'article 15, section IV, division II du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"Article 15 (nouveau).— La taxe due est majorée de 10 % par mois de retard pour tout assujéti qui n'a pas déposé ou adressé sa déclaration dans les délais impartis par les articles 3 *ter*, 10 et 11 ci-dessus.

Toute insuffisance, erreur ou omission constatée dans la déclaration est sanctionnée par une majoration des droits éludés de 50 %. Lorsque la mauvaise foi est établie, la majoration est portée à 100 %."

g) Taxe sur les baux d'habitation

Art. 62.— L'article 6, section IV, division IV du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"Article 6 (nouveau).— Le taux de la taxe est fixé à 5 %."

Art. 63.— L'article 7 nouveau, section IV, division IV du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"Article 7 (nouveau).— Les cotisations égales ou inférieures à 78.000 F sont mises en recouvrement après application d'une décote de 50 % sur le montant calculé.

Les cotisations comprises entre 78.001 F et 102.000 F sont mises en recouvrement après application d'une décote de 30 % sur le montant calculé.

Les cotisations comprises entre 102.001 F et 120.000 F sont mises en recouvrement après application d'une décote de 15 % sur le montant calculé.

Les cotisations supérieures à 120.000 F sont mises en recouvrement pour l'intégralité de leur montant.

Lorsque le montant de la cotisation due après application de la décote n'excède pas 40.000 F, l'imposition correspondante n'est pas mise en recouvrement."

Art. 64.— Les dispositions des articles 6 (nouveau) et 7 (nouveau) de la section IV, division IV du code des impôts directs, sont applicables à compter de la période d'imposition du 1er juillet 1991 au 30 juin 1992.

h) Règles communes

Art. 65.— Les articles 2, 3 et 6 de la section V, division I du code des impôts directs, sont modifiés comme suit :

"Article 2 (nouveau).— Cette commission comprend huit membres titulaires et quatre membres suppléants désignés par arrêté en conseil des ministres.

- quatre membres titulaires et deux membres suppléants désignés en raison de leur compétence ;
- quatre membres titulaires et deux membres suppléants proposés par les organisations professionnelles.

La commission élit chaque année son président et son vice-président.

Le chef du service des contributions et le contribuable intéressé accompagné du conseil de son choix assistent aux réunions de la commission ou peuvent s'y faire représenter.

Un agent du service des contributions remplit les fonctions de secrétaire.

Les membres de la commission sont nommés pour deux ans. Toutefois, le mandat des membres proposés par les organisations professionnelles se termine automatiquement à l'expiration de celui détenu dans l'organisation représentée."

"Article 3 (nouveau).— La commission peut être saisie soit par l'administration, soit par le contribuable en cas de désaccord constaté à la suite :

- d'une fixation de la valeur locative servant de base au droit proportionnel de patente ou à l'impôt foncier ;
- de la notification de redressement prévue à l'article 7-2 de la section V, division III.

La compétence de la commission territoriale des impôts, étendue à tous les impôts directs visés au présent code, se limite au seul examen des questions de fait."

"Article 6 (nouveau).— La commission se réunit sur convocation de son président ou, en son absence, du vice-président, dans un délai maximum de trois mois à partir du jour où elle a été saisie.

La commission délibère valablement en présence de quatre de ses membres au moins, y compris son président ou son vice-président. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ; en cas de partage des voix, celle du président ou, en son absence, du vice-président est prépondérante.

La délibération a lieu hors la présence des parties intéressées."

Art. 66.— L'article 15, section V, division I du code des impôts directs, est abrogé.

Art. 67.— Le paragraphe 2 de l'article 1er, section V, division II du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"2) Toute insuffisance, erreur ou omission constatée dans les bases imposables est sanctionnée par une majoration des droits érudés de :

- 20 % lorsque l'insuffisance est inférieure à 1/4 de la base déclarée ;
- 50 % lorsque l'insuffisance est supérieure à 1/4 de la base déclarée.

Lorsque le contribuable est taxé d'office pour cause de comptabilité irrégulière, la majoration est de 50 % quel que soit le montant de l'insuffisance.

Lorsque la mauvaise foi est établie, la majoration est portée à 100 % quel que soit le montant de l'insuffisance.

Les sanctions prévues aux alinéas précédents sont également applicables en cas d'erreur, d'omission ou d'insuffisance constatée dans les éléments I, P ou R du ratio défini à l'article 17-2 de la section I du présent code pour la détermination du taux de l'impôt sur les sociétés."

Art. 68.— Le deuxième paragraphe de l'article 1er, section V, division III du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"Les demandes d'éclaircissement et de justifications doivent indiquer explicitement les points sur lesquels elles portent et assigner au contribuable, pour fournir sa réponse, un délai qui ne peut être inférieur à trente jours."

Art. 69.— L'alinéa 2 de l'article 7, section V, division III du code des impôts directs, est modifié comme suit :

"2- L'administration fait connaître au redevable la nature et les motifs du redressement envisagé. Elle invite l'intéressé à faire parvenir son acceptation ou ses observations dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification. Si le redevable donne son accord ou s'abstient de répondre dans le délai prescrit, ou si des observations présentées dans ce délai sont reconnues fondées, l'administration procède à l'établissement d'un rôle sur la base acceptée formellement ou tacitement par l'intéressé.

A défaut d'accord dans le délai prescrit et sauf saisine par le redevable, dans le délai de trente jours après confirmation du redressement, de la commission territoriale des impôts directs dans les conditions prévues à la section V, division I, l'administration fixe la base de l'imposition et calcule le montant de l'impôt exigible sous réserve du droit de réclamation contentieuse du redevable après l'établissement du rôle."

Art. 70.— La contribution exceptionnelle instituée par la délibération modifiée n° 83-27 du 17 février 1983 est reconduite pour l'exercice 1992.

Y sont soumises les sociétés dont le bénéfice imposable au titre de 1992 est au moins égal à 50 millions de F CFP.

Les dispositions de la délibération visée au paragraphe 1er ci-dessus s'appliquent *mutatis mutandis* :

- a) A l'exercice 1992 en ce qui concerne l'assiette de la contribution exceptionnelle ;
- b) A l'exercice 1991 en ce qui concerne les modalités de calcul provisoire de son montant.

TITRE II

Dispositions relatives aux charges

Art. 71.— Sous réserve des dispositions de la présente délibération budgétaire, sont confirmées, pour l'année 1992, les dispositions réglementaires qui déterminent l'ensemble des charges publiques incombant au budget du territoire.

DEUXIEME PARTIE

MOYENS DES SERVICES ET DISPOSITIONS SPECIALES

TITRE I

Dispositions applicables à l'année 1992

Art. 72.— Pour l'année 1992, les ressources du budget de fonctionnement sont évaluées, conformément aux tableaux annexés à la présente délibération (1), à la somme de *soixante-trois milliards quatre cent vingt millions de francs CFP* (63.420.000.000 F CFP).

Chap.	Intitulé	Montant
930	Service financier	86.000.000
931	Personnel permanent	49.350.000
933	Pouvoirs publics	37.000.000
937	Réseaux territoriaux	1.300.000
940	Secteur finances	119.110.000
941	Secteur intérieur	142.100.000
943	Secteur éducation	906.232.000
944	Secteur culture	15.100.000
950	Secteur santé	621.560.000
951	Secteur jeunesse et sports	26.000.000
952	Secteur social	191.100.000
953	Secteur travail	225.548.000
960	Secteur économie	1.000.000
961	Secteur agriculture	251.900.000
962	Secteur équipement	1.899.000.000
963	Secteur aménagement	17.000.000
964	Secteur recherche et environnement	2.000.000
965	Secteur transports	5.700.000
969	Domaine	405.000.000
970	Charges et produits non affectés	3.529.000.000
971	Service fiscal direct	10.886.000.000
972	Service fiscal indirect	44.003.000.000
	<i>Total</i>	<i>63.420.000.000</i>

Les recettes d'investissement sont arrêtées à la somme de *seize milliards cinquante-trois millions huit cent mille francs CFP* (16.053.800.000 F CFP).

Chap.	Intitulé	Montant
900	Bâtiments administratifs	1.300.000.000
901	Voirie territoriale	755.500.000
903	Équipement scolaire et culturel	1.346.000.000
904	Équipement sanitaire et social	5.000.000
905	Transports et communications	245.000.000
907	Équipement rural	66.000.000
909	Autres équipements	30.000.000
911	Programme pour les établissements territoriaux	39.000.000
914	Programme pour autres tiers	751.000.000
925	Mouvements financiers	6.580.300.000
927	Financement complémentaire	4.936.000.000
	<i>Total</i>	<i>16.053.800.000</i>

Total général des ressources 79.473.800.000

Art. 73.— Sont supprimés, transformés ou ouverts pour l'exercice 1992, les postes budgétaires décrits à l'annexe I à la présente délibération.

Art. 74.— Le montant des crédits ouverts pour l'année 1992 est fixé, conformément aux tableaux annexés à la présente délibération (1), en dépenses directes de fonctionnement, à *soixante-trois milliards quatre cent vingt millions de francs CFP* (63.420.000.000 F CFP).

Chap.	Intitulé	Montant
930	Service financier	9.609.500.000
931	Personnel permanent	18.620.000.000
932	Ensembles mobiliers et immobiliers	124.675.000
933	Pouvoirs publics	1.582.902.000
934	Gouvernement	37.234.000
935	Administration générale	48.604.000
936	Voirie territoriale	138.080.000
937	Réseaux territoriaux	64.058.000
940	Secteur finances	59.497.000
941	Secteur intérieur	123.588.000
943	Secteur éducation	2.222.049.000
944	Secteur culture	562.680.000
950	Secteur santé	2.920.123.000
951	Secteur jeunesse et sports	227.809.000
952	Secteur social	8.722.249.000
953	Secteur travail	1.024.420.000
960	Secteur économie	1.631.035.000
961	Secteur agriculture	649.446.000
962	Secteur équipement	2.132.903.000
963	Secteur aménagement	51.366.000
964	Secteur recherche et environnement	51.665.000
965	Secteur transports	104.402.000
966	Secteur communications	278.320.000
969	Domaine productif de revenus	240.000.000
970	Charges et produits non affectés	9.739.075.000
971	Service fiscal direct	50.000.000
972	Service fiscal indirect	2.404.320.000
	<i>Total</i>	<i>63.420.000.000</i>

Art. 75.— Il est ouvert au gouvernement du territoire, pour l'année 1992, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital, des autorisations de programme ainsi réparties :

Chap.	Intitulé	Montant
900	Bâtiments administratifs	509.890.000
901	Voirie territoriale	2.323.500.000
902	Réseaux territoriaux	190.300.000
903	Équipement scolaire et culturel	1.520.000.000
904	Équipement sanitaire et social	616.800.000
905	Transports et communications	1.610.300.000
906	Services économiques autres que transports	231.000.000
907	Équipement rural	139.700.000
908	Urbanisme et habitations	35.000.000
909	Autres équipements	37.500.000
911	Programme pour les établissements territoriaux	787.000.000
914	Programme pour autres tiers	1.491.800.000
925	Mouvements financiers	3.188.000.000

(1) Ils seront publiés ultérieurement sous forme de brochure.

(1) Ils seront publiés ultérieurement sous forme de brochure.

Ces autorisations de programme sont sous-réparties par ministère, conformément aux tableaux annexés à la présente délibération.

Art. 76.— Il est opéré au gouvernement du territoire, pour l'année 1992, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital, des ajustements négatifs sur les autorisations de programme énumérées à l'annexe II à la présente délibération.

Art. 77.— Il est ouvert au gouvernement du territoire, pour l'année 1992, au titre des mesures nouvelles sur les dépenses en capital, des crédits de paiement ainsi répartis :

Chap.	Intitulé	Montant
900	Bâtiments administratifs	2.067.100.000
901	Voirie territoriale	2.215.300.000
902	Réseaux territoriaux	300.000.000
903	Equipement scolaire et culturel	1.881.000.000
904	Equipement sanitaire et social	890.000.000
905	Transports et communications	2.032.800.000
906	Services économiques autres que transports	512.500.000
907	Equipement rural	170.500.000
908	Urbanisme et habitations	30.000.000
909	Autres équipements	76.000.000
911	Programme pour les établissements territoriaux	721.300.000
914	Programme pour autres tiers	1.702.300.000
925	Mouvements financiers	3.455.000.000
	<i>Total</i>	<i>16.053.800.000</i>

Ces crédits de paiement sont sous-répartis par ministère, par arrêté du conseil des ministres.

Total général des dépenses 79.473.800.000

TITRE II

Dispositions permanentes

Art. 78.— Continuera d'être opérée, pendant l'année 1992, la perception des taxes parafiscales dont la liste figure en annexe III à la présente délibération.

Art. 79.— En tant que de besoin, les crédits ouverts par la présente délibération peuvent faire l'objet de transferts ou virements de crédits, dans la double limite de la réglementation budgétaire et financière applicable en la matière de la nomenclature comptable en vigueur dans le territoire.

Art. 80.— Le Président du gouvernement est habilité à négocier les emprunts inscrits au budget et à signer les conventions correspondantes.

Art. 81.— Le montant maximal de l'encours garanti par le territoire, pour l'exercice budgétaire 1992, dans le cadre des emprunts consentis par la banque Socrédo aux étudiants, en application de la convention d'aval n° 91-970 du 16 octobre 1991, est fixé à *deux cent millions de FCP (200.000.000 F CFP)*.

Art. 82.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Pour le président :
Le vice-président,
Jean JUVENTIN.

Annexe à l'article 56
de la Délibération

**BULLETIN DE RENSEIGNEMENTS
DESTINE AU SERVICE DES CONTRIBUTIONS
AUTORISATIONS DE TRAVAUX IMMOBILIERS**

DOSSIER N° /IDV/AU (- Permis de construire du
(- Certificat de conformité délivré le

à (NOM) Prénoms

Profession

demeurant à

Téléphone :

indication sur le lieu : - Commune

B.P. :

des travaux - Commune associée de

rue et n° , quartier, lieu-dit, P.K. :

PROPRIETAIRE du terrain : Nom :
Adresse

ENTREPRENEUR chargé des travaux :

NATURE DES TRAVAUX :

construction neuve
démolition

<input type="radio"/>	habitation principale	<input type="radio"/>	(1)
<input type="radio"/>	habitation secondaire ou de week-end	<input type="radio"/>	
<input type="radio"/>	habitation à louer	<input type="radio"/>	
<input type="radio"/>	commerce	<input type="radio"/>	
<input type="radio"/>	industrie	<input type="radio"/>	
<input type="radio"/>	agriculture	<input type="radio"/>	
<input type="radio"/>	hôtellerie ou tourisme	<input type="radio"/>	
<input type="radio"/>	administration publique	<input type="radio"/>	
<input type="radio"/>	annexe	<input type="radio"/>	

surélévation ou agrandissement
modification de façade
modification de distribution
intérieure des locaux

DESCRIPTION DE L'IMMEUBLE :

surface utile (plancher).....
nature des murs
nature du sol
nature du toit

NOMBRE DE PIECES : (2)

séjour-salon
salle à manger
cuisine
chambres
salle de bains
buanderie

VALEUR DE L'IMMEUBLE :

VALEUR LOCATIVE (4) :

AUTRES PIECES (3)

.....
.....
.....

CERTIFIE EXACT

PAPEETE, le
LE PROPRIETAIRE,

- (1) Mettre une croix dans la case correspondante
(2) Indiquer le nombre en face de chaque désignation
(3) Donner la liste et le nombre des pièces non décrites dans la liste précédente
(4) A indiquer même s'il s'agit d'une habitation principale

ANNEXE I

LISTE DES CREATIONS, TRANSFORMATIONS OU TRANSFERTS DE POSTES
AU PROJET DE BUDGET TERRITORIAL 1992

Imputation	Service	Nombre	Catégorie	Intitulé du poste
------------	---------	--------	-----------	-------------------

INSTITUTION :**PRESIDENCE**

96001	Affaires Economiques	-1	CC2	Contrôleur (transformation de poste)
		1	CC1	Chargé d'études (transformation de poste)

MINISTERE DE TUTELLE :**VICE-PRESIDENCE**

95001	Services centraux de la santé	-1	CC3	Adjoint de soins (transfert au 95009)
		-1	CC3	Adjoint de soins (transfert au 95007)
		-1	CC4	Employé d'administration (transfert au 96401)
		1	CC5	Agent de service (transfert du 95003)
		-1	VAT	Médecin (transformation de poste)
		1	CC2	Laborantin CTS (transformation de poste)
		1	CC1	Nutritionniste (transformation de poste)
		1	CC1	Médecin CTS (transformation de poste)
		1	CC1	Pharmacien
		1	CC2	Infirmier
		1	CCE1	Médecin
95002	Médecine préventive	-1	CC3	Inspecteur adjoint d'hygiène (transfert au 95004)
		-2	CC3	Inspecteur adjoint d'hygiène (transfert au 95007)
		-1	CC3	Inspecteur adjoint d'hygiène (transfert au 95008)
		-1	CC3	Inspecteur adjoint d'hygiène transfert au 95006)
		-1	CC2	Masseur kinési mi-temps (transfert au 95004)
		-1	CC2	Masseur kinési mi-temps (transfert au 95005)
		1	CC5	Agent de service (transfert du 95003)
		-1	CC1	Psychotérapeute mi-temps (transformation de poste)
		-1	CC4	Hôtesse d'accueil (transformation de poste)
		-1	CC2	Prothésiste dentaire (transformation de poste)
2	CC2	Masseur kinési mi-temps (transformation de poste)		
95003	Etablissement de soins	-1	CC5	Agent de service (transfert au 95001)
		-1	CC5	Agent de service (transfert au 95002)
		1	CC2	Infirmier (transfert du 95009)
		1	CC1	Médecin psychiatre (transformation de poste)
		1	CC1	Pédopsychiatre (transformation de poste)
95004	C.M. Tahiti	1	CC3	Inspecteur adjoint d'hygiène (transfert du 95002)
		1	CC2	Masseur kinési mi-temps (transfert du 95002)
		-1	VAT	Médecin (transformation de poste)
		-1	CC3	Adjoint de soins (transformation de poste)
		2	CC1	Médecin (transformation de poste)
		1	CC1	Médecin
1	CC2	Infirmier		
95005	C.M. Moorea	1	CC2	Masseur kinési mi-temps (transfert du 95002)
		-1	CC3	Adjoint de soins (transformation de poste)
		1	CC1	Médecin
		1	CC2	Infirmier

Imputation	Service	Nombre	Catégorie	Intitulé du poste
95006	C.M. I.S.L.V.	1	CC3	Inspecteur adjoint d'hygiène (transfert du 95002)
		1	CC3	Adjoint de soins (transfert du 95007) et transformation en aide préparateur en pharmacie
		-1	VAT	Médecin (transformation de poste)
		-1	CC2	Electronicien (transformation de poste)
		-2	CC3	Adjoint de soins (transformation de poste)
		1	CC1	Médecin (transformation de poste)
95007	C.M. Australes	-1	CC3	Adjoint de soins (transfert au 95006)
		1	CC3	Adjoint de soins (transfert du 95001)
		2	CC3	Inspecteur adjoint d'hygiène (transfert du 95002)
		-1	VAT	Médecin (transformation de poste)
		-1	CC3	Adjoint de soins (transformation de poste)
95008	C.M. Australes	1	CC3	Inspecteur adjoint d'hygiène (transfert du 95002)
		-1	CC3	Adjoint de soins (transformation de poste)
95009	C.M. Tuamotu Gambier	-1	CC2	Infirmier (transfert au 95003)
		-1	CC5	Agent communautaire de santé (transfert au 96401)
		1	CC3	Adjoint de soins (transfert du 95001)
		-1	CC3	Adjoint de soins (transformation de poste)

MINISTERE DE TUTELLE : MSE

95201	Affaires Sociales	5	CC2	Assistante sociale
		5	CC2	Educateur spécialisé
		-1	CC3	Adjoint administratif (transformation de poste)
		1	CC2	Secrétaire d'administration (transformation de poste)
		1	CC4	Employé d'administration (transfert du 93503)
95204	Ets Pénitentiaires	1	CC2	Responsable de l'animation sportive
		-1	CC2	Chef de service (transformation de poste)
		1	CC1	Chef de service (transformation de poste)

MINISTERE DE TUTELLE : MFR

94004	Contrôle Dépenses Engagées	-1	CC1	Chef de service (transformation de poste)
		1	CM	Chef de service (transformation de poste)
		1	CM	Adjoint au chef de service (transfert du 94101)
		1	CM	Adjoint au chef de service
94101	Personnel et fonction publique	-1	CM	Adjoint au chef de service (transfert au 94004)

MINISTERE DE TUTELLE : MMA

93201	Ensembles immobiliers	-2	CC5	Femme de ménage plein temps (transformation de poste)
		4	CC5	Femme de ménage mi-temps (transformation de poste)
93503	Administration des archipels	-2	CC2	Secrétaire d'administration (transfert au 94003)
		-1	CC3	Adjoint administratif (transfert au 96302)
		-1	CC4	Employé d'administration (transfert au 95201)
94003	Domaines et Enregistrement	1	CC4	Secrétaire (transfert du 96003)
		2	CC2	Secrétaire d'administration (transfert du 93503)
96003	Mer et aquaculture	-1	CC4	Secrétaire (transfert au 94003)
96302	Cadastre	1	CC3	Adjoint administratif (transfert du 93503)
96501	Aviation civile	-3	CC5	Ouvrier (transfert au 96507)

Imputation	Service	Nombre	Catégorie	Intitulé du poste
------------	---------	--------	-----------	-------------------

MINISTERE DE TUTELLE : MAE

96303	Urbanisme	-1	CM	Assistant technique (transformation de poste)
		1	CC1	Assistant technique (transformation de poste)
		-1	CCE1	Chef de section (transformation de poste)
		1	CC1	Chef de section (transformation de poste)
		-1	CCE1	Adjoint chef de section (transformation de poste)
		1	CC1	Adjoint chef de section (transformation de poste)
		-1	CC2	Dessinateur d'étude (transformation de poste)
		1	CC2	Géomètre restituteur (transformation de poste)
		-1	CC2	Enquêteur (transformation de poste)
		1	CC2	Géomètre restituteur (transformation de poste)
		-1	CC3	Géomètre adjoint (transformation de poste)
		1	CC3	Enquêteur (transformation de poste)
		-1	CC3	Contrôleur d'urbanisme (transformation de poste)
		-1	CC5	Femme de ménage (transformation de poste)
		-1	VAT	Photographe (transformation de poste)
		1	CC2	Dessinateur cartographe (transformation de poste)
		1	CC4	Employé de bureau (transformation de poste)
96507	Infrastructure aéronautique	3	CC5	Ouvrier (transfert du 96501)

MINISTERE DE TUTELLE : MAF

96101	Services centraux du S.E.R.	-1	CC2	Contrôleur phytosanitaire (transformation de poste)
		-1	CC3	Adjoint administratif (transformation de poste)
		1	CM	Ingénieur des travaux des eaux (transformation de poste)
96102	Développement de l'agriculture	-1	CC4	Chef de chantier (transformation de poste)
		-1	CC4	Mécanicien (transformation de poste)
		-1	CC3	Agent technique CIRAD (transformation de poste)
		-1	CC5	Agent journalier (transformation de poste)
		1	CC1	Vétérinaire (transformation de poste)
96103	Developement de l'elevage	-1	CC5	Ouvrier (transformation de poste)
96104	Eaux et forets	-1	CC2	Technicien supérieur des eaux (transformormation de poste)
		1	CC2	Responsable comptabilite (transformation de poste)
96106	Rech. agro cond.poli phyto.	-1	CC2	Contrôleur phytosanitaire (transformation de poste)
		-1	CC4	Aide-comptable (transformation de poste)
		2	CC1	Ingénieur (transformation de poste)
96401	Environnement	1	CC4	Employé d'administration (transfert du 95001)
		1	CC5	Agent communautaire de santé (transfert du 95009)

MINISTERE DE TUTELLE : MJS

95101	Jeunesse et education populaire	-1	CC5	Aide-animateur (transfert au 95102)
95102	Sports	1	CC5	Aide-animateur (transfert du 95101)
96502	Transports terrestres	1	CC1	Chef de service
		3	CC4	Agent de gare (transfert du F.E.I.)
		2	CC4	Agent de gare (transfert de la C.A.H.)

TABLEAU RECAPITULATIF DES TRANSFORMATIONS DE POSTES EXISTANTS AU PROJET DE BUDGET 1992

SUPPRESSION		CREATION	
NOMBRE	CATEGORIE	NOMBRE	CATEGORIE
1	CM	2	CM
2	CCE1	15	CC1
2	CC1	8	CC2
9	CC2	1	CC3
12	CC3	1	CC4
4	CC4	4	CC5 mi-temps
5	CC5		
5	VAT		
40		31	

TABLEAU RECAPITULATIF DES CREATIONS DE POSTES NOUVEAUX AU PROJET DE BUDGET 1992

NOMBRE	CATEGORIE
1	CM
1	CCE1
4	CC1
14	CC2
5	CC4
25	

ANNEXE II

LISTE DES AJUSTEMENTS NEGATIFS SUR AUTORISATIONS DE PROGRAMME ANCIENNES
PROPOSES PAR LES MINISTERES TECHNIQUES

I 900 BATIMENTS ADMINISTRATIFS I							

I	ART.	NOOP	I	LIBELLES I	I	MONTANT	I

I	2150	46.91	I	Materiel De Transport - Mse Et Sces	I	31,500,000	I
I	2180	47.91	I	Achat De Logiciels - Sante	I	2,000,000	I
-----						33,500,000	I
I 20 VICE-PRESIDENCE, MINISTERE SANTE, HABITAT ET RECHERCHE							
I	2140	5.89	I	Materiel Et Mobilier - Sce Du Plan & Amenagement	I	3,000,000	I
I	2302	65.90	I	Amenagement Locaux - Sce Du Personnel	I	30,000,000	I
-----						33,000,000	I
I 22 MINISTERE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES							
I	2100	312.86	I	Reserve Fonciere Sce Des Domaines	I	170,596,000	I
I	2100	49.87	I	Acquisition Terrains -faratea-	I	400,000,000	I
I	2100	88.88	I	Acquisitions Terrains	I	171,967,000	I
I	2120	89.88	I	Acquisitions D'anneubles	I	1,932,000	I
I	2300	57.90	I	Amenagement De Terrains Territoriaux	I	38,600,000	I
I	2300	54.91	I	Amenagt Acces A La Mer	I	50,000,000	I
I	2302	36.87	I	Relogement De L'evaan & Services Du Ministere De La Mer	I	450,000,000	I
I	2302	57.87	I	Centre Administratif Marquises	I	345,000,000	I
-----						1,628,095,000	I
I 23 MINISTERE MER, DEVELOPPEMENT DES ARCHPELS ET DES AFFAIRES FONCIERE							
I	132	61.90	I	Etudes Et Recherches Statistiques Sur L'education	I	20,300,000	I
I	2302	64.90	I	Salle Des Archives Du Sce De L'education	I	2,800,000	I
I	2303	66.90	I	Eclairage Nocturne Vers Acces Parking - Sce Promotion Univer	I	1,000,000	I
I	2312	67.90	I	Amenagement Des Locaux - Sce Promotion Universitaire	I	2,900,000	I
I	2352	68.90	I	Reconstruction Du Ministere Et Du Sce De L'education	I	100,000,000	I
I	2352	69.90	I	Reconstruction Batiment Des Inspections Pedagogiques	I	97,000,000	I
-----						224,000,000	I
I 30 MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE							
I	2302	43.88	I	Batiment A3	I	575,000,000	I
I	2302	39.90	I	Batiment Deq Atuons Marquises	I	40,000,000	I
I	2302	40.90	I	Base Deq Va Pou Marquises	I	40,000,000	I
I	2302	38.91	I	Antenne Deq Va Huka	I	15,000,000	I
I	2302	39.91	I	Amenagement Base Deq Rikitea	I	5,000,000	I
I	2302	42.91	I	Trx D'installation Telephonique Infra	I	3,000,000	I
I	2312	44.91	I	Assnt. Renovation Electrique Combes Arrond. Maritimee	I	10,000,000	I
-----						688,000,000	I
I 25 MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET PORTS							
I	2140	8.90	I	Materiel Technique - Sce De La Culture	I	8,400,000	I
I	2180	16.91	I	Achat De Logiciels - Sat	I	200,000	I
I	2302	12.90	I	Amenagement Bureaux - Sce Culture	I	2,000,000	I
I	2302	14.90	I	Batiments - Sce De La Culture	I	40,000,000	I
-----						50,600,000	I
I 29 MINISTERE CULTURE, ARTISANAT TRADITIONNEL, POSTES ET TELECOMMUNICAT							
I	2140	10.89	I	Materiel Et Mobilier	I	3,000,000	I
I	2140	14.91	I	Materiel Et Mobilier De Bureau - Vp Et Sces	I	35,000,000	I
I	2150	15.91	I	Materiel De Transport - Vp Et Sces	I	43,500,000	I
I	2302	16.89	I	Batiments Station Ser - Moorea	I	16,525,000	I
I	2302	13.90	I	Batiment Du Jardin Botanique (iere & Zone Tranches)	I	43,000,000	I
I	2303	46.87	I	Raccordement Au Réseau Communal Lepa Opunohu	I	10,000,000	I
I	2303	18.91	I	Infrastructures D'entree Aux Batiments Du Jardin Botanique	I	42,000,000	I
I	2312	19.91	I	Reparations Et Amenagts Batiments - Ser Tuanotu-gambiers	I	10,000,000	I
I	2312	20.91	I	Reparations Et Amenagts Batiments - Ser Australes	I	10,000,000	I
-----						213,025,000	I
I 26 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA CONDITION F							

I TOTAL CHAPITRE 900						2,870,220,000	I

I 901 VOIRIE TERRITORIALE I					
I ART.	NoDP	I	LIBELLES	I	MONTANT
I 132	107.88	I	Etude Projet De L'avenue Des Bas Coteaux	I	10,000,000
I 132	63.89	I	Expertises Ouvrages D'art	I	10,000,000
I 2300	116.88	I	Remblai Avera Rurutu	I	3,000,000
I 2303	88.85	I	Radier Fangatau	I	9,500,000
I 2303	61.86	I	Anenagements Et Betonage Route Hanavave	I	20,000,000
I 2303	107.86	I	Route Fiti'i Fasini	I	27,000,000
I 2303	129.86	I	Route Littoral Hane	I	6,000,000
I 2303	75.87	I	Assainissement Rc Pk 3.8 Faa	I	4,000,000
I 2303	81.87	I	Construction Dalot Pk 34.8 Rc Papara	I	2,000,000
I 2303	82.87	I	Assainissement Rc Ouest Pk 39.1 Papara	I	1,000,000
I 2303	83.87	I	Assainissement Rc Pk 29.1 Papara	I	3,000,000
I 2303	110.87	I	Anenagements Routiers Anaa	I	15,000,000
I 2303	115.87	I	Carrefours Lycee Ecole Apooiti	I	30,000,000
I 2303	123.87	I	Radier Nakeno	I	15,000,000
I 2303	128.87	I	Assainissement Rc Maiao	I	10,000,000
I 2303	132.87	I	Rectification Virages Rc Raiatea	I	10,000,000
I 2303	119.88	I	Radier Ananu Tuanotu	I	7,000,000
I 2303	121.88	I	Assainissement Rc Pk 9.700 Pueu	I	1,500,000
I 2303	126.88	I	Route Tatakoto	I	8,000,000
I 2303	141.88	I	Anenagement Et Assainissement Rc Maiao	I	5,000,000
I 2303	142.88	I	Exutoires Fiti'i Huahine	I	5,000,000
I 2303	144.88	I	Passerelles Legeres Fiti'i Huahine	I	10,000,000
I 2303	147.88	I	Protection Rc Raiatea	I	30,000,000
I 2303	149.88	I	Construction Bretelle Echangeur Tipaerui	I	15,900,000
I 2303	152.88	I	Eclairage Public Rc Ouest	I	4,000,000
I 2303	153.88	I	Exutoire Pk 27 Ouest Haapiti Moorea	I	12,000,000
I 2303	155.88	I	Assainissement Rc Pueu Pk 8.400	I	3,000,000
I 2303	165.88	I	Anenagement Trottoirs Av. Gal De Gaulle A Pirae	I	1,500,000
I 2303	169.88	I	Eclairage Public Taravao	I	10,000,000
I 2303	174.88	I	Route Hakanaii Hakatao	I	15,000,000
I 2303	178.88	I	Pont A Mahina	I	5,000,000
I 2303	183.88	I	Assainissement Creation Exutoire Pk 29.950 Papara	I	4,000,000
I 2303	188.88	I	Pont De Maoroa Tunaraa	I	18,000,000
I 2303	197.88	I	Assainissement Rc Est Pk 33.850 Hitiaa	I	4,000,000
I 2303	69.89	I	Anenagement Parking Rc Pk 29.5 Papara	I	2,500,000
I 2303	76.89	I	Deplacement Exutoire Rc Est Pk 37.8 A Hitiaa	I	1,000,000
I 2303	80.89	I	Anenagement Rc Pk 44.5 Est Faone Tairapu-est	I	50,000,000
I 2303	83.89	I	Exutoire Rc Pk 52.850 A Teva I Uta	I	10,000,000
I 2303	87.89	I	Assainissement Rc Pk 4 Est Vaiare Moorea	I	4,000,000
I 2303	91.89	I	Anenagement Rt Vaipae-hane-hokatu	I	8,000,000
I 2303	97.89	I	Fosses En Terre A Bora Bora	I	4,000,000
I 2303	100.89	I	Rectification Rc Parea-tefarerii Huahine	I	33,000,000
I 2303	101.89	I	Fosses En Terre Rc Huahine	I	10,000,000
I 2303	103.89	I	Protection Rc Tiva-patii Tahaa	I	12,000,000
I 2303	108.89	I	Anenagement Rc Est Moorea Pk 8.5 A 10	I	25,000,000
I 2303	109.89	I	Anenagement Acces Station Opt Et Vallee Haavei	I	10,000,000
I 2303	113.89	I	Route Puka Puka Tuanotu	I	8,000,000
I 2303	114.89	I	Radier Pukarua Tuanotu	I	10,000,000
I 2303	116.89	I	Anenagement Rt2 A Arue	I	550,000,000
I 2303	117.89	I	Rectification Virage Pk 54.6 A 55 Teva I Uta	I	30,000,000
I 2303	118.89	I	Eclairage Public Rte De La Pointe Venus Mahina	I	10,000,000
I 2303	120.89	I	Anenagement Abords Guai De Papetoui Moorea	I	27,000,000
I 2303	133.89	I	Anenagement Route Et Stade Orenu	I	10,000,000
I 2303	134.89	I	Radier Vahitahi	I	5,000,000
I 2303	135.89	I	Anenagement Route Tairapu Ouest	I	10,000,000
I 2303	89.90	I	Route De Reao	I	5,000,000
I 2303	92.90	I	Assainissement Rc Arue	I	16,500,000
I 2303	107.90	I	Anenagement Avenue Des Poilus Tahitiens	I	175,000,000
I 2303	108.90	I	Fosses En Terre Taputapuatea	I	5,000,000
I 2303	109.90	I	Assainissement Rc Faateau Tunaraa	I	8,000,000
I 2303	115.90	I	Pont De La Rc Sur Vaieau Au Pk 37.2	I	60,000,000
I 2303	118.90	I	Anenagt Parking Plage Publique Au Pk 16	I	20,000,000
I 2303	134.90	I	Revetement Et Assainissement Rc Presqu'ile Tahiti	I	42,000,000
I 2303	136.90	I	Exutoire Vaitupa A Faa	I	40,000,000

I 901 VOIRIE TERRITORIALE I				

I	I	I	I	I
ART.	NoOP		LIBELLES	MONTANT

I 2303	142.90	I	Route Tautira Sud	I 20,000,000 I
I 2303	146.90	I	Aménagement Route Village Aakapa	I 10,000,000 I
I 2303	147.90	I	Route Takapoto	I 20,000,000 I
I 2303	148.90	I	Aménagement Domaine Pierson	I 50,000,000 I
I 2303	150.90	I	Élargissement Route Et Aménagement Cimetière Mahana	I 50,000,000 I
I 2303	151.90	I	Rectification Virage Et Aménagement Lieu-dit Ofai Tere	I 7,000,000 I
I 2303	152.90	I	Route Front De Mer Puanau	I 3,000,000 I
I 2303	153.90	I	Accès Quai Des Bonitiers Puanau	I 4,000,000 I
I 2303	155.90	I	Route De Hanatetena	I 23,000,000 I
I 2303	156.90	I	Pont De Vallée Hanavave	I 5,000,000 I
I 2303	157.90	I	Aménagement Route Front De Mer Aapaka	I 21,000,000 I
I 2303	160.90	I	Assainissement Et Bitumage Vahoata Pk 42 Au Pk 43 Ouest	I 10,000,000 I
I 2303	161.90	I	Assainissement Et Bitumage Pk 48 Au Pk 49 Ouest	I 20,000,000 I
I 2303	163.90	I	Aménagement Parking Uturoa	I 5,000,000 I
I 2303	164.90	I	Duvrage D'art Pk 33,7 Ouest Haapiti	I 10,000,000 I
I 2303	167.90	I	Bétonnage Route Onoa A Fatu Hiva	I 20,000,000 I
I 2303	170.90	I	Aménagement Rte Front De Mer Hatiheu	I 24,000,000 I
I 2303	172.90	I	Élargissement De Deux Ponts A Hatiheu	I 10,000,000 I
I 2303	74.91	I	Aménagement Route Traversière Tahiti	I 130,000,000 I
I 2303	76.91	I	Aménage Et Assainissement Lotissement Maire Nui Tautira	I 8,000,000 I
I 2303	77.91	I	Aménagement Routes Taitarapu Est	I 50,000,000 I
I 2303	89.91	I	Route Traversière Faanui Anau	I 60,000,000 I
I 2303	94.91	I	Assainissement Rc Ouest Pk0,500 A 1 Tenae	I 15,000,000 I
I 2303	95.91	I	Assainissement Rc Pk4,900 A 5,400 Vairea	I 15,000,000 I
I 2303	105.91	I	Assainissement Rc Pk 57 A Afaahiti	I 10,000,000 I
I 2313	134.87	I	Reparation Pont Taaoa Hiva Oa	I 5,000,000 I
I 2313	141.89	I	Refection Radier Takaroa Tuanotu	I 8,000,000 I
I 2313	144.89	I	Refection Route Front De Mer Taiohae	I 20,000,000 I
I 2353	207.88	I	Reconstruction Ponceaux Borabora	I 10,000,000 I
I 2353	146.89	I	Reconstruction Pont D'opoa Taputapuataea	I 20,000,000 I
I 2353	189.90	I	Reconstruction Pont Teiriiri A Vairao	I 23,500,000 I
I 2353	191.90	I	Reconstruction Ponceau Sur Riviere Tarata Au Pk 28,5	I 20,000,000 I
I 2353	119.91	I	Reconstruction Pont De Vaipiti Tahaa	I 15,000,000 I
I 25 MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET PORTS				I 2,256,900,000 I
I 2303	137.87	I	Travaux D'aménagement Terrinus Ouest Urbains	I 60,000,000 I
I 31 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS, DE L'EDUCATION POPULAIRE ET D				I 60,000,000 I

I TOTAL CHAPITRE 901				I 2,316,900,000 I

I 902 RESEAUX TERRITORIAUX I				

I 132	213.88	I	Etudes Hydrologie Tuanotu	I 10,000,000 I
I 132	151.89	I	Etudes Aménagement De Rivières	I 20,000,000 I
I 2300	213.88	I	Protection Marina Kaurua	I 4,000,000 I
I 2303	188.86	I	Canalisation Rivière Drofero	I 73,500,000 I
I 2303	194.86	I	Protection Berges Taitarapu Ouest	I 15,000,000 I
I 2303	141.87	I	Protection Village Marokau Tuanotu	I 8,000,000 I
I 2303	142.87	I	Enrochement Rivière Tereia Papara	I 6,000,000 I
I 2303	143.87	I	Protection Berges Rivière Apaapa Arue	I 8,000,000 I
I 2303	146.87	I	Assainissement Centre Administratif Nataura	I 3,000,000 I
I 2303	147.87	I	Curage Rivière Ahavini Pueu	I 6,000,000 I
I 2303	149.87	I	Assainissement Rc Est Et Construction Mur Pk 20,6 Papenoo	I 6,000,000 I
I 2303	150.87	I	Protection Rc Est Pk 20,8 Papenoo	I 8,000,000 I
I 2303	152.87	I	Canalisation Ruisseau Pk 20,9 Paea	I 5,000,000 I
I 2303	163.87	I	Aménagement Embouchure Rivière Avarari Rurutu	I 3,000,000 I
I 2303	166.87	I	Protection Littoral Avera Rurutu	I 15,000,000 I
I 2303	218.88	I	Protection Berges Rivière Vaiiha Faone	I 10,000,000 I

I 902 RESEAUX TERRITORIAUX I					
I ART.	NoOP	I	LIBELLES	I MONTANT	I
I 2303	225.88	I	Protection Berges Riviere Faa Iti Mahaena	I 8,000,000	I
I 2303	227.88	I	Creation Exutoire Pk 21,5 Orofero Paes	I 5,000,000	I
I 2303	229.88	I	Protection Berges Riviere Vaitohe Tairapu-ouest	I 6,000,000	I
I 2303	230.88	I	Protection Berges Riviere Urihee Tairapu-ouest	I 3,000,000	I
I 2303	231.88	I	Protection Berges Riviere Paui Pk 53,8 Papeari	I 13,500,000	I
I 2303	239.88	I	Exutoire Pk 6,5 Est Afareaitu Moorea	I 9,500,000	I
I 2303	245.88	I	Aménagement Acces Public Plage Atinaono	I 10,000,000	I
I 2303	253.88	I	Protection Village Ananu Tuamotu	I 7,000,000	I
I 2303	255.88	I	Protection Village Katiu Tuamotu	I 10,000,000	I
I 2303	261.88	I	Protection Littoral Village Takapoto	I 23,000,000	I
I 2303	262.88	I	Assainissement Uturoa	I 5,000,000	I
I 2303	263.88	I	Assainissement Ruisseau Pointe Venus	I 28,000,000	I
I 2303	156.89	I	Protection Littoral Pk 23 Est Hitiaa-o-Tera	I 5,000,000	I
I 2303	157.89	I	Protection Berges Riv. Haaponi A Hitiaa	I 10,000,000	I
I 2303	162.89	I	Protection Littoral Pk 10,2 Tairapu-est	I 3,000,000	I
I 2303	165.89	I	Aménagement Littoral Mitirapa A Tairapu Ouest	I 10,000,000	I
I 2303	182.89	I	Protection Village Takarua - Takapoto Tuamotu	I 30,000,000	I
I 2303	183.89	I	Protection Village Nukutavake Tuamotu	I 6,000,000	I
I 2303	185.89	I	Protection Village Avatoru Zone Tranche	I 8,000,000	I
I 2303	189.89	I	Aménagement Riviere Vainu A Teva I Uta	I 10,000,000	I
I 2303	197.90	I	Protection Berges Ruisseaux Pk 11,8 Est	I 10,000,000	I
I 2303	205.90	I	Canalisation Riviere Makenake	I 30,000,000	I
I 2303	206.90	I	Protection Berges Puanau	I 10,000,000	I
I 2303	207.90	I	Dalots A Taaoa	I 3,000,000	I
I 2303	208.90	I	Radier Aneou A Ua Pou	I 6,000,000	I
I 2303	210.90	I	Protection Littoral Tiputa (Zone Tranche)	I 30,000,000	I
I 2303	211.90	I	Protection Village Manihi	I 10,000,000	I
I 2303	212.90	I	Protection Littoral Ahe	I 10,000,000	I
I 2303	217.90	I	Protection Berges Rivières Arue	I 33,500,000	I
I 2303	218.90	I	Aménagement Exutoires Arue	I 14,000,000	I
I 2303	219.90	I	Protection Littoral Tuamotu	I 10,000,000	I
I 2303	222.90	I	Protection Berges Littoral Hitiaa O Tera	I 30,000,000	I
I 2303	223.90	I	Aménagement Exutoires Hitiaa O Tera	I 15,000,000	I
I 2303	224.90	I	Rectification Ruisseau Pk 46,6 A Faaoe	I 10,000,000	I
I 2303	225.90	I	Protection Berges Riviere Afaahiti Pk 2,6	I 12,000,000	I
I 2303	226.90	I	Protection Berges Rivières Tehoro A Puae	I 12,500,000	I
I 2303	227.90	I	Protection Berges Rivières Vaitapiha - Tautira	I 25,000,000	I
I 2303	228.90	I	Aménag Riviere Puanuu	I 10,500,000	I
I 2303	233.90	I	Assainissement Ahurei Rapa	I 6,000,000	I
I 2303	243.90	I	Reaménagement Protection Littoral (n.t.1)	I 30,000,000	I
I 2303	244.90	I	Protection Berges Puanuu A L'aval De La Rc	I 10,000,000	I
I 2303	245.90	I	Protection Littoral Pk 52,3 Papeari	I 30,000,000	I
I 2303	246.90	I	Protection Berges Vaitopii & Uuha	I 10,000,000	I
I 2303	250.90	I	Protection Village Nihiru Taenga	I 10,000,000	I
I 2303	251.90	I	Protection Littoral Puka-puka	I 10,000,000	I
I 2303	253.90	I	Protection Littoral Fakarua	I 10,000,000	I
I 2303	254.90	I	Protection Littoral Takarua - Zone Tranche	I 20,000,000	I
I 2303	255.90	I	Protection Village Takapoto	I 30,000,000	I
I 2303	258.90	I	Berges Vaitopiiuiha	I 10,000,000	I
I 2303	261.90	I	Protection Berge En Aval Riviere Potiai	I 20,000,000	I
I 2303	262.90	I	Protection Berge Riviere Potiai En Amont	I 30,000,000	I
I 2313	194.89	I	Refection Protection Littoral Ces Vaitape - Bora Bora	I 7,000,000	I
I	25		MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET PORTS	925,000,000	I
I 2303	121.91	I	Aménagement Hydraulique Tubuai	I 5,000,000	I
I	26		MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA CONDITION F	5,000,000	I
I			TOTAL CHAPITRE 902	930,000,000	I

=====				
I 903 EQUIPEMENT SCOLAIRE ET CULTUREL I				
=====				
I ART.	NOOP	I	LIBELLES	I MONTANT I
=====				
I 132	275.90	I	Etudes Const Centre Formation Jeunes Salaries (c Plan 89-93)	I 6,000,000 I
I 2140	276.90	I	Mat Et Dutil Centre Formation Jeunes Salaries (c Plan 89-93)	I 45,000,000 I
I 2302	277.90	I	Construct. Centre Formation Des Jeunes Salaries "plan 89-93"	I 90,000,000 I
I 28 MINISTERE DE LA SOLIDARITE, EMPLOI, FORMATION PROFESSIONNELLE ET LO				I 141,000,000 I
=====				
I 2120	299.90	I	Acq Centre Permanent Classes De Mer / Classes Vertes	I 17,000,000 I
I 2150	304.90	I	Matériel De Transport C.j.a	I 2,000,000 I
I 2302	305.90	I	Amenagement Atelier C.j.a. En Bureaux	I 25,000,000 I
I 30 MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE				I 44,000,000 I
=====				
I 2160	268.90	I	Constitution Du Patrimoine Culturel (œuvres D'art)	I 37,530,000 I
I 2302	181.87	I	Musee De Moorea	I 10,000,000 I
I 2302	200.89	I	Batiments Marae Taputapuatea Raiatea - 1ere Tranche	I 30,000,000 I
I 2302	271.90	I	Centre Culturel Moorea - 1ere Tranche	I 100,000,000 I
I 2303	273.90	I	Amenagement Site Marae Vainae	I 5,000,000 I
I 29 MINISTERE CULTURE, ARTISANAT TRADITIONNEL, POSTES ET TELECOMMUNICAT				I 182,530,000 I
=====				
I 2140	266.90	I	Matériel Lepa D'opunohu	I 20,000,000 I
I 26 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA CONDITION F				I 20,000,000 I
=====				
I 132	157.91	I	Etudes Sur Centre Permanent D'animation Zone Urbaine	I 15,000,000 I
I 2140	206.89	I	Equipelement Institut Territorial Des Sports	I 92,000,000 I
I 2140	158.91	I	Matériel Pedagogique Et Educatif Pour Activites Jeunesse	I 2,500,000 I
I 2302	278.90	I	Stade Arue	I 100,000,000 I
I 2302	280.90	I	Complexes Sportifs Oroua Et Auae A Faee	I 40,000,000 I
I 2302	283.90	I	Centre Territorial De Voile	I 20,000,000 I
I 2302	285.90	I	Amenagt Complementaires Du Stade Pater	I 120,000,000 I
I 2302	286.90	I	Amenagt Complexe Sportif De Haanene	I 100,000,000 I
I 2302	159.91	I	Const Et Amenagt Salles D'animation Sce Jeunesse Auae Faee	I 50,000,000 I
I 2302	165.91	I	Salle Sportive Polyvalente De Bora Bora	I 20,000,000 I
I 2302	166.91	I	Salle Sportive Polyvalente De Mataiea	I 20,000,000 I
I 2302	167.91	I	Salle Sportive Polyvalente De Uturoa	I 20,000,000 I
I 2302	168.91	I	Salle Sportive Polyvalente De Tairapu-ouest	I 20,000,000 I
I 2302	169.91	I	Salle Sportive Polyvalente De Huahine	I 20,000,000 I
I 2302	170.91	I	Salle Sportive Polyvalente De Makeo	I 20,000,000 I
I 31 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS, DE L'EDUCATION POPULAIRE ET D				I 659,500,000 I
=====				
I TOTAL CHAPITRE 903				I 1,047,030,000 I
=====				
I 904 EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL I				
=====				
I 132	314.90	I	Etudes Batiments Sante	I 20,000,000 I
I 2140	229.89	I	Equipements Fautouils Dentaires	I 5,800,000 I
I 2140	315.90	I	Matériel Technique Des Formations De Sante	I 10,600,000 I
I 2140	316.90	I	Matériel D'exploitation Des Formations De Sante	I 11,700,000 I
I 2140	186.91	I	Couverture Radiophonique	I 7,000,000 I
I 2150	234.89	I	Clinique Dentaire Mobile - Tahaa	I 7,500,000 I
I 2302	223.86	I	Infirmierie Takapoto	I 30,000,000 I
I 2302	362.87	I	Infirmierie Tautira	I 23,000,000 I
I 2302	301.88	I	Construction D'incinerateurs	I 50,000,000 I
I 2302	302.88	I	Construction Locaux Infirmierie Huahine	I 10,000,000 I
I 2302	238.89	I	Centre De Reeducation & De Readaptation Fonctionnelle (crnf)	I 500,000,000 I
I 2302	318.90	I	Amenagt Hopital Vaiani	I 12,000,000 I
I 2302	187.91	I	Relogements De Formations -sante	I 10,000,000 I
I 2312	306.88	I	Renovation Orofara 4eme Tranche	I 20,000,000 I
I 2312	244.89	I	Amenagement Et Grosses Reparations Hopital Afareaitu	I 15,000,000 I
I 2312	188.91	I	Grosses Reparations Batiments - Sante	I 10,000,000 I
I 2352	203.85	I	Reconstruction Hopital Uturoa	I 40,000,000 I
I 2352	319.90	I	Reconstruction De L'infirmierie De Hane (ua Huka)	I 20,000,000 I

=====							
I	904 EQUIPEMENT SANITAIRE ET SOCIAL			I			
=====							
I	ART.	NoDP	I	LIBELLES	I	MONTANT	I

I	20		I	VICE-PRESIDENCE, MINISTERE SANTE, HABITAT ET RECHERCHE	I	802,600,000	I
I	2302	311.90	I	Centre D'information, de Formation & D'animation Jeunesse	I	10,000,000	I
I	31		I	MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS, DE L'EDUCATION POPULAIRE ET D	I	10,000,000	I
I				TOTAL CHAPITRE 904	I	812,600,000	I
=====							
I	905 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS			I			
=====							
I	2100	331.90	I	Acq Terrains Portuaires Tahaa	I	20,000,000	I
I	2140	207.87	I	Reserves Bouees - Parc De Balisage	I	2,000,000	I
I	2302	334.88	I	Capitainerie-abri Atuona	I	10,000,000	I
I	2302	265.89	I	Gare Maritime Farepiti	I	50,000,000	I
I	2302	266.89	I	Sanitaires Quai Uturoa	I	20,000,000	I
I	2302	342.90	I	Hangar Polyvalent Zone Portuaire Tubuai	I	25,000,000	I
I	2303	229.85	I	Appontements Petroliers	I	100,000,000	I
I	2303	234.85	I	Port De Moeraï	I	90,000,000	I
I	2303	238.86	I	Debarcadere Et Acces De Aakapa	I	10,000,000	I
I	2303	255.86	I	Quai Tahauku Hiva Oa	I	10,000,000	I
I	2303	256.86	I	Quai Atuona	I	10,000,000	I
I	2303	224.87	I	Chenal Anaë Tuanotu	I	22,000,000	I
I	2303	227.87	I	Chenal Takarua	I	7,000,000	I
I	2303	367.87	I	Anenagement De Marina Islv	I	25,000,000	I
I	2303	351.88	I	Digue Hakahau - Confortement	I	200,000,000	I
I	2303	353.88	I	Anenagement D'un Ouvrage Portuaire A Paopao	I	14,800,000	I
I	2303	358.88	I	Protection Debarcadere Hanapaoa Hiva Oa	I	15,000,000	I
I	2303	361.88	I	Digue De Fangatau	I	8,000,000	I
I	2303	364.88	I	Creation Balisage Chenal A Paëa	I	72,000,000	I
I	2303	375.88	I	Anenagement Hoas Tuanotu	I	10,000,000	I
I	2303	277.89	I	Port Raiatea - 1ere Tranche	I	600,000,000	I
I	2303	278.89	I	Debarcadere De Hanapaoa A Hiva Oa	I	10,000,000	I
I	2303	282.89	I	Marinas A Tahaa	I	5,000,000	I
I	2303	283.89	I	Chenal D'accès Quai Raroia	I	3,000,000	I
I	2303	291.89	I	Appontement Pirogues Aerodrome Tahiti Faëa	I	8,000,000	I
I	2303	296.89	I	Balisage Hitiaa D Te Ra	I	2,000,000	I
I	2303	350.90	I	Extension Quai Motu Uta	I	110,000,000	I
I	2303	352.90	I	Debarcadere Taputapuata Raiatea	I	10,000,000	I
I	2303	353.90	I	Infrastructures Peche Arue	I	40,000,000	I
I	2303	355.90	I	Havre De Kaukura (1ere Tranche)	I	30,000,000	I
I	2303	356.90	I	Anenagt Portuaires Pukarua	I	10,000,000	I
I	2303	357.90	I	Chenal De Vanavana	I	4,000,000	I
I	2303	364.90	I	Renforcement Quai Darse Bonitiers Uturoa	I	5,000,000	I
I	2303	365.90	I	Darse Teahupoo	I	10,000,000	I
I	2303	368.90	I	Marina Takapoto	I	30,000,000	I
I	2303	371.90	I	Capitainerie Marina Apooiti	I	30,000,000	I
I	2303	372.90	I	Petits Ouvrages Portuaires Tahaa	I	5,000,000	I
I	2303	373.90	I	Anagt Petits Ouvrages Portuaires Archipel De La Societe	I	40,000,000	I
I	2303	374.90	I	Anagt Plage Pointe Venus Mahina	I	10,000,000	I
I	2303	376.90	I	Realisation Poste Ferries Farepiti Bora Bora	I	40,000,000	I
I	2303	379.90	I	Dynamitage Pates Passe Avera Rurutu	I	10,000,000	I
I	2303	380.90	I	Havre Peche Plaisance Baie De Cook	I	70,000,000	I
I	2303	382.90	I	Darse Peche Faëa	I	35,000,000	I
I	2303	384.90	I	Ouvrage Portuaire Puka-puka	I	10,000,000	I
I	2303	386.90	I	Quai Cote Lagon Marokau	I	4,000,000	I
I	2303	387.90	I	Marina De Hikueru	I	10,000,000	I
I	2303	388.90	I	Marina Takarua	I	15,000,000	I
I	2303	389.90	I	Marina Anaë	I	12,000,000	I
I	2303	391.90	I	Ouvrage Portuaire Afareaitu	I	10,000,000	I
I	2303	392.90	I	Ponton Tehotu Tahaa	I	3,000,000	I
I	2303	393.90	I	Marina Ohotu	I	30,000,000	I
I	2303	208.91	I	Construct. Dalle Quai De Tubuai	I	4,000,000	I
I	2303	212.91	I	Normalisation Balisage Ouest Huahine	I	15,000,000	I
I	2303	220.91	I	Marina Tikahau	I	30,000,000	I
I	2303	221.91	I	Extension Quai Ahe	I	30,000,000	I

I 905 TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS I				
ART.	NoOP		LIBELLES	MONTANT
I 2303	223.91	I	Ouvrages Portuaires Raraka	I 30,000,000 I
I 2303	224.91	I	Nouveau Quai Kauehi	I 30,000,000 I
I 2303	225.91	I	Extension Quai Raroia	I 25,000,000 I
I 2303	226.91	I	Marina Vahitahi	I 20,000,000 I
I 2303	228.91	I	Extension Quai Apataki	I 15,000,000 I
I 2303	229.91	I	Chenal Hikueru	I 30,000,000 I
I 2303	235.91	I	Amenagement Du Chenal De Makatea	I 10,000,000 I
I 2303	236.91	I	Amenagement Chenal Teahupoo	I 2,000,000 I
I 2313	305.89	I	Grosses Reparations Marina Faie Huahine	I 2,000,000 I
I 25 MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET PORTS				I 2,174,800,000 I
I 132	399.90	I	Etudes Pour La Mise En Place De L'agence Des Transports	I 30,000,000 I
I 2140	247.87	I	Acquisition Materiel & Amenagement Contrôles Techniques	I 4,950,000 I
I 2140	311.88	I	Acquisition Et Pose De Panneaux Informatifs Pour Les Transpo	I 72,000,000 I
I 2302	315.88	I	Terrains Des Services Des Transports Collectifs	I 40,000,000 I
I 2302	247.91	I	Amenagement D'une Gare Scolaire	I 30,000,000 I
I 31 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS, DE L'EDUCATION POPULAIRE ET D				I 176,950,000 I
I TOTAL CHAPITRE 905				I 2,351,750,000 I
I 906 SERVICES ECONOMIQUES AUTRES QUE TRANSPORTS I				
I 132	403.90	I	Etudes Sur L'emploi Et La Formation Professionnelle	I 4,000,000 I
I 28 MINISTERE DE LA SOLIDARITE, EMPLOI, FORMATION PROFESSIONNELLE ET LD				I 4,000,000 I
I 132	411.90	I	Etudes De Mise En Place D'un Observatoire Economique	I 76,280,000 I
I 22 MINISTERE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES				I 76,280,000 I
I 2140	534.90	I	Materiel Technique Et Equipement Bureau Ecloserie Territoria	I 10,000,000 I
I 2302	385.88	I	Centre Des Congres	I 650,000,000 I
I 25 MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET PORTS				I 660,000,000 I
I 132	320.89	I	Etudes Generales	I 10,000,000 I
I 29 MINISTERE CULTURE, ARTISANAT TRADITIONNEL, POSTES ET TELECOMMUNICAT				I 10,000,000 I
I 2302	259.87	I	Centre D'artisanat Traditionnel	I 80,000,000 I
I 26 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA CONDITION F				I 80,000,000 I
I TOTAL CHAPITRE 906				I 830,280,000 I
I 907 EQUIPEMENT RURAL I				
I 2302	403.88	I	Hangar A Coprah A Takune Tuanotu	I 20,000,000 I
I 2302	404.88	I	Hangar A Coprah Reao	I 20,000,000 I
I 2302	276.91	I	Hangars Coprah	I 20,000,000 I
I 25 MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET PORTS				I 60,000,000 I
I 130	449.90	I	Subvention Pour Assainissement Porcherie -contrat De Plan B	I 74,340,000 I
I 132	412.90	I	Recherche S/ Develop Arônes & Fragrances Produits Locaux	I 5,000,000 I
I 132	413.90	I	Etude Lotist.agricole Terre Deserte "contrat Plan 89-93"	I 10,000,000 I
I 132	252.91	I	Etudes Techn Et Ciales Des Produits Agricoles Des Australes	I 10,000,000 I

I 907 EQUIPEMENT RURAL I							

I	ART.	NoOP	I	LIBELLES	I	MONTANT	I

I	2140	261.87	I	Equipements Agricoles Faaroo	I	15,000,000	I
I	2140	395.88	I	Achat Mat. Travaux Lourds Faaroo - Raiatea	I	15,000,000	I
I	2140	396.88	I	Equipement Des Stations Agricoles	I	78,000,000	I
I	2140	416.90	I	Mat. De Contention Et De Laboratoire (quarantaine Animaux)	I	10,000,000	I
I	2140	418.90	I	Materiels Equipements -labo Agro-alimentaire De Papara	I	12,000,000	I
I	2140	419.90	I	Materiel Et Equipement Agricole	I	6,000,000	I
I	2140	421.90	I	Materiel Pour Terre Deserte "contrat De Plan 89-93"	I	2,000,000	I
I	2140	423.90	I	Materiel Unite De Conditionnement "contrat De Plan 89-93"	I	33,370,000	I
I	2140	254.91	I	Achat De Gruniers	I	60,000,000	I
I	2140	256.91	I	Grosses Pieces Detachees S/ Mat Trx Lourds - Marqueses	I	10,000,000	I
I	2140	257.91	I	Equipements Des Unites De Transformation Agro-alimentaire	I	75,000,000	I
I	2140	258.91	I	Mat Trx Lourds-faaroo,terre Deserte,lherbier (c Plan 89-93)	I	26,000,000	I
I	2140	261.91	I	Materiel De Production Vegetale - Dvpt Agriculture	I	9,600,000	I
I	2150	424.90	I	Acq De Tracteurs Agricoles (amenagement De Station Agricole)	I	30,000,000	I
I	2150	426.90	I	Vehicules Et Materiels Agricoles - Tuamotu	I	50,000,000	I
I	2150	427.90	I	Equipements Agricoles	I	36,000,000	I
I	2150	428.90	I	Materiel De Transport Terre Deserte "contrat Plan 89-93"	I	15,500,000	I
I	2150	262.91	I	Achat D'un Bull Pour Nuku Hiva	I	25,000,000	I
I	2150	263.91	I	Materiel De Transport Pour Transport D'animaux	I	4,000,000	I
I	2300	399.88	I	Amenagement Agro-fonciers - Travaux	I	80,000,000	I
I	2300	323.89	I	Amenagement Pepinieres	I	40,000,000	I
I	2302	429.90	I	Hangar A Materiel De Tubuai	I	5,000,000	I
I	2302	430.90	I	Batiments Et Locaux Techniques (quarantaine Animale)	I	10,000,000	I
I	2302	432.90	I	Abris Pepinieres	I	20,000,000	I
I	2302	433.90	I	Batiments Sur Le Domaine "pierson"	I	15,000,000	I
I	2302	434.90	I	Construction D'un Batiment A Bora Bora	I	20,000,000	I
I	2302	437.90	I	Construction Et Amenagement Batiments A Nuku-hiva	I	20,000,000	I
I	2302	438.90	I	Const Hangar Station D'elevage "contrat De Plan 89-93"	I	30,000,000	I
I	2302	439.90	I	Amenagt Et Mise Valeur Terre Deserte "contrat Plan 89-93"	I	35,000,000	I
I	2302	440.90	I	Mise En Valeur Domaines Territor. (faaroo) "c. Plan 89-93"	I	207,000,000	I
I	2302	441.90	I	Ateliers Conditionnement Collectifs "contrat De Plan 89-93"	I	37,000,000	I
I	2302	267.91	I	Const Logement (taureau Et Hangar)	I	10,000,000	I
I	2302	269.91	I	Trx S/ Electricite Des Locaux De L'elevage A Taravao	I	18,000,000	I
I	2302	270.91	I	Chambre Froide Produits Agricoles Et Horticoles	I	25,000,000	I
I	2302	271.91	I	Trx Aggrandissement Du Batiment Industrie Agroalimentaire	I	12,000,000	I
I	2302	272.91	I	Const D'unites De Transformation Agro-alimentaires	I	75,000,000	I
I	2302	273.91	I	Construction De Pepinieres	I	30,000,000	I
I	2302	275.91	I	Amenagt De La Station De Papeiti	I	28,000,000	I
I	2303	226.84	I	Retenue Colineaire De Toovi	I	5,000,000	I
I	2303	402.88	I	Chemin Ruraux-travaux	I	29,891,000	I
I	2303	325.89	I	Hydraulique Agricole	I	71,850,000	I
I	2303	326.89	I	Amenagement Domaines Territoriaux	I	100,000,000	I
I	2303	444.90	I	Vrd Lepa Opunohu	I	20,000,000	I
I	2303	445.90	I	Chemin D'accès Aux Batiments Du Ser De Bora Bora	I	5,000,000	I
I	2303	277.91	I	Routes De Penetration A Huahine	I	28,000,000	I
I	2303	278.91	I	Routes De Penetration A Tahaa	I	30,000,000	I
I	2303	280.91	I	Chemins Ruraux Aux Marqueses	I	35,000,000	I
I	2303	281.91	I	Pistes D'accès - Developpement Forestier	I	14,300,000	I
I	2308	448.90	I	Reservoir A Rurutu	I	3,000,000	I
I	2313	282.91	I	Refection Adduction D'eau - Station D'elevage Taravao	I	35,000,000	I

I	26	MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA CONDITION F			I	1,705,851,000	I

I TOTAL CHAPITRE 907 I 1,765,851,000 I

I 908 URBANISME ET HABITATIONS I

I	2140	404.89	I	Mobilier Logements Fonction	I	12,000,000	I
I	2300	453.90	I	Amenagements Terrains Logements Sante Marqueses	I	10,000,000	I
I	2302	332.89	I	Logement Infirmier Takapoto	I	13,000,000	I
I	2302	454.90	I	Construction De Logements De Fonction Sante	I	14,000,000	I
I	2312	290.91	I	Reparations Des Logements Sante	I	10,000,000	I

908 URBANISME ET HABITATIONS				
ART.	NOOP		LIBELLES	MONTANT
I	20		VICE-PRESIDENCE, MINISTERE SANTE, HABITAT ET RECHERCHE	59,000,000
I 2302	406.88	I	Logement Gardien Depot D'explosifs Ppt	10,000,000
I 2302	452.90	I	Logement De Fonction Secteur Ua Pou	6,000,000
I 2312	289.91	I	Refecton Logement Deq Et Case De Passage	10,000,000
I	25		MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET PORTS	26,000,000
I 2302	375.87	I	Logement De Fonction - Ser (Luanotu)	18,000,000
I 2302	285.91	I	Const Logements De Fonction Aux Marquises	25,000,000
I 2302	286.91	I	Logts De Fonction-donsain Lherbier (c Plan 89-93)	35,000,000
I	26		MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA CONDITION F	78,000,000
TOTAL CHAPITRE 908				163,000,000
909 AUTRES EQUIPEMENTS				
I 132	420.88	I	Frais D'etude Et De Recherche	10,000,000
I	22		MINISTERE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES	10,000,000
I 132	277.86	I	Etudes Generales Batiments	20,000,000
I 2302	416.88	I	Abri Anticyclonique De Makemo Tuamotu	100,000,000
I 2302	339.89	I	Abri Anti-cyclone Pukerua	65,000,000
I 2302	457.90	I	Abri Anti-cyclonique Reao	90,000,000
I 2302	458.90	I	Abri Anticyclonique Tatakoto	60,000,000
I 2302	459.90	I	Abri Anticyclone Niau	60,000,000
I 2302	460.90	I	Maison Accueil De Manihi	10,000,000
I 2302	461.90	I	Abri Anticyclonique Takapoto	90,000,000
I 2302	462.90	I	Abri Anticyclonique Takarua	90,000,000
I 2303	467.90	I	Amenagement Terre Plein Fetuna	20,000,000
I	25		MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET PORTS	605,000,000
I 132	343.89	I	Etude Pour L'elimination Du Miconia	4,800,000
I 132	344.89	I	Etude Amenagement Parc - Delegation A L'environnement	2,090,000
I 132	470.90	I	Etudes Sur La Creation D'un Depot De Produits Dangereux	5,000,000
I	26		MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA CONDITION F	11,890,000
TOTAL CHAPITRE 909				626,890,000
911 PROGRAMMES POUR LES ETABLISSEMENTS TERRITORIAUX				
I 2302	359.89	I	Batiment Chambre De La Peche	60,000,000
I	23		MINISTERE MER, DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS ET DES AFFAIRES FONCIERE	60,000,000
I 130	304.91	I	Subvention A L'ecole Normale	2,000,000
I 132	488.90	I	Etudes Batiment E.t.s.g	15,000,000
I 132	489.90	I	Etudes Studios Ecole Normale	15,000,000
I 2302	491.90	I	Extension Locaux C.f.p.l.c.o Sis A Pirae	21,500,000
I 2303	306.91	I	Trx Assainissement De L'ecole Normale	10,500,000
I	30		MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	64,000,000
I 130	425.88	I	Subvention Au Centre Polynesien Des Sciences Humaines	10,000,000
I 2140	474.90	I	Materiel Et Mobilier - Cal	700,000
I 2140	531.90	I	Equipement Departement Archeologie Musee De Tahiti	14,000,000
I 2302	347.89	I	Extension Locaux Traditions - CpsH	3,400,000
I 2302	349.89	I	Extension Bibliotheque De L'otac	20,000,000
I 2302	350.89	I	Extension Du Centre Des Metiers D'art	80,000,000

=====							
I	911 PROGRAMMES POUR LES ETABLISSEMENTS TERRITORIAUX			I			
=====							
I	ART.	NoOP	I	LIBELLES	I	MONTANT	I

I	29			MINISTERE CULTURE, ARTISANAT TRADITIONNEL, POSTES ET TELECOMMUNICAT		128,100,000	I
I	2302	351.89	I	Batiment Chambre D'agriculture	I	80,000,000	I
I	26			MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA CONDITION F		80,000,000	I
I	130	477.90	I	Subvention Au C.i.f.a.J	I	16,000,000	I
I	31			MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS, DE L'EDUCATION POPULAIRE ET D		16,000,000	I

I	TOTAL CHAPITRE 911					348,100,000	I
=====							
I	914 PROG. POUR AUTRES TIERS			I			

I	26	379.89	I	Participation Au Capital Ste Territoriale D'investissement	I	50,000,000	I
I	26	508.90	I	Participation Au Capital Des Societes	I	60,000,000	I
I	22			MINISTERE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES		110,000,000	I
I	130	496.90	I	Subvention Aux Agriculteurs (trx De Mise En Valeur Agricole)	I	50,000,000	I
I	26			MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA CONDITION F		50,000,000	I

I	TOTAL CHAPITRE 914					160,000,000	I
=====							
I	925 MOUVEMENTS FINANCIERS			I			

I	166	343.91	I	Eprunts Divers	I	92,454,000	I
I	2519	406.89	I	Avances Diverses	I	30,000,000	I
I	2519	515.90	I	Avances Diverses	I	30,000,000	I
I	22			MINISTERE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES		152,454,000	I
I	2100	527.90	I	Acquisitions Foncieres	I	30,000,000	I
I	2120	528.90	I	Acquisitions D'immuebles	I	30,000,000	I
I	23			MINISTERE MER, DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS ET DES AFFAIRES FONCIERE		60,000,000	I

I	TOTAL CHAPITRE 925					212,454,000	I
=====							
I							
TOTAL GENERAL.....					14,435,075,000	I	
=====							

	LIBELLES	MONTANT
I 907	EQUIPEMENT RURAL	
I		
I	25 MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET P	60,000,000
I	26 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA COND	1,705,851,000
I		
I	TOTAL CHAPITRE	1,765,851,000
I		
I 908	URBANISME ET HABITATIONS	
I		
I	20 VICE-PRESIDENCE, MINISTERE SANTE, HABITAT ET RECHERCHE	59,000,000
I	25 MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET P	26,000,000
I	26 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA COND	78,000,000
I		
I	TOTAL CHAPITRE	163,000,000
I		
I 909	AUTRES EQUIPEMENTS	
I		
I	22 MINISTERE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES	10,000,000
I	25 MINISTERE EQUIPEMENT, AMENAGEMENT ET URBANISME, ENERGIE ET P	605,000,000
I	26 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA COND	11,890,000
I		
I	TOTAL CHAPITRE	626,890,000
I		
I 911	PROGRAMMES POUR LES ETABLISSEMENTS TERRITORIAUX	
I		
I	23 MINISTERE MER, DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS ET DES AFFAIRES F	60,000,000
I	30 MINISTERE DE L'EDUCATION ET DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE	64,000,000
I	29 MINISTERE CULTURE, ARTISANAT TRADITIONNEL, POSTES ET TELECOM	128,100,000
I	26 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA COND	80,000,000
I	31 MINISTERE DE LA JEUNESSE, DES SPORTS, DE L'EDUCATION POPULAI	16,000,000
I		
I	TOTAL CHAPITRE	348,100,000
I		
I 914	PROG. POUR AUTRES TIERS	
I		
I	22 MINISTERE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES	110,000,000
I	26 MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA COND	50,000,000
I		
I	TOTAL CHAPITRE	160,000,000
I		
I 925	MOUVEMENTS FINANCIERS	
I		
I	22 MINISTERE DES FINANCES ET DES REFORMES ADMINISTRATIVES	152,454,000
I	23 MINISTERE MER, DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS ET DES AFFAIRES F	60,000,000
I		
I	TOTAL CHAPITRE	212,454,000
I		
I	TOTAL GENERAL.....	14,435,075,000

ANNEXE III

LISTE DES TAXES PARAFISCALES DONT LA PERCEPTION EST AUTORISEE POUR 1992

DESIGNATION	BENEFICIAIRE	REFERENCES REGLEMENTAIRES
Taxe pour le développement du sport (bière)	OTESSE	Délibération n° 84-1035 AT du 6 décembre 1984
Taxe sur les polices d'assurance automobiles	CHT Mamao	Délibération n° 84-1038 AT du 6 décembre 1984
Taxe supplémentaire de solidarité	OTASS	Délibérations n° 82-95 du 16 septembre 1982 et n° 84-1035 du 6 décembre 1984
Taxe de péage sur marchandises	Port Autonome	Arrêté n° 960 FT du 3 mars 1977
Redevance d'équipement pour le port de pêche de Papeete	Port Autonome	Arrêté n° 960 FT du 3 mars 1977
Redevance d'usage des installations gare fret Aéroport de Tahiti	SETIL	Arrêté n° 961 FT du 3 mars 1977
Centimes additionnels sur patentes, licences, impôts fonciers	Communes	Arrêté n° 3005 BAC du 20 septembre 1972
Centimes additionnels	CCI	Délibération n° 83-178 du 4 novembre 1983
Taxes sur valeur locative des locaux professionnels	Communes	Arrêté n° 256 BAC du 18 janvier 1978
Redevance d'aménagement touristique	OPATTI	Délibération n° 73-9 du 1er février 1973
Taxe sur l'énergie électrique distribuée dans l'île de Tahiti	FEI	Délibération n° 84-56 du 24 avril 1984
Taxe de péréquation des hydrocarbures	FPPH	Délibération n° 90-46 AT du 10 avril 1990 modifiée par la délibération n° 90-89 AT du 30 août 1990.

DELIBERATION n° 92-7 AT du 24 janvier 1992 portant modification du budget du territoire pour l'exercice 1991.

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-35 AT du 29 janvier 1991 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 90-113 AT du 4 décembre 1990 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1991 ;

Vu les délibérations n° 91-40 AT du 29 janvier 1991 et n° 91-77 AT du 8 juillet 1991 portant modification budgétaire pour l'exercice 1991 ;

Vu l'arrêté n° 746 CM du 12 juillet 1991 portant suspension des dispositions nouvelles adoptées par les délibérations n° 91-72 AT du 15 juin 1991 et n° 91-77 AT du 8 juillet 1991 ;

Vu l'arrêté n° 747 CM du 12 juillet 1991 portant suspension des dispositions des articles 1er et 2 de la délibération n° 91-72 AT du 15 juin 1991 ;

Vu l'arrêté n° 1430 CAB du 10 janvier 1992 de M. le haut-commissaire de la République portant convocation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française en session ordinaire, dite session budgétaire, au titre de l'année 1991 et fixant la date d'ouverture de cette session au 17 janvier 1992 ;

Vu la délibération n° 92-2 AT du 24 janvier 1992 fixant la durée de la session ordinaire, dite session budgétaire, au titre de l'année 1991 à deux mois et quinze jours ;

Vu l'arrêté n° 54 CM du 14 janvier 1992 approuvé en conseil des ministres en sa séance du 14 janvier 1992 ;

Vu le rapport n° 2-92 du 15 janvier 1992 de la commission des finances ;

Dans sa séance du 24 janvier 1992,

Adopte :

Article 1er. — Les décisions de suspension des impôts et taxes prononcées par les arrêtés n° 746 et n° 747 CM du 12 juillet 1991 sont ratifiées.

Art. 2. — Les recettes extraordinaires du budget local du territoire, pour l'exercice 1991, sont modifiées comme suit :

Chap.	Art.	Libellés	En +	En —
925	163-1	Emprunts auprès de la Caisse centrale de coopération économique (1er guichet)	7.272.727	
927	60	Résultat d'investissement 1990 reporté		7.272.727
		<i>Total général</i>	7.272.727	7.272.727

Art. 3. — Le report des crédits de paiement de l'exercice 1990 sur l'exercice 1991 est modifié comme suit :

Chap.	Art.	Op.	Libellés	En +	En —
905			<i>Transport et communications</i>		
	2303	360-90	Balisage lumineux baies Opunohu - Vaïare		1
	2303	363-90	Balisage maritime Maïao		1
			<i>Total chapitre 905</i>	0	2
925			<i>Mouvements financiers</i>		
	2517	509-90	Prêts d'étude en métropole	2	
			<i>Total chapitre 925</i>	2	0
			<i>Total général</i>	2	2

Art. 4. — Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Pour le président :
Le vice-président,
Jean JUVENTIN.

DELIBERATION n° 92-8 AT du 24 janvier 1992 portant Intégration au budget du territoire, exercice 1992, des emprunts FED/BEI (programme forestier à Nuku Hiya et programme forestier dans les archipels des Marquises et îles Sous-le-Vent).

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 90-185 AT du 30 août 1990 portant modification du règlement intérieur de l'assemblée territoriale ;

Vu la délibération n° 91-35 AT du 29 janvier 1991 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 90-113 AT du 4 décembre 1990 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1991 ;

Vu la délibération n° 91-72 AT du 15 juin 1991 portant modification du budget du territoire pour l'exercice 1991 ;

Vu la délibération n° 91-77 AT du 8 juillet 1991 portant modification du budget du territoire pour l'exercice 1991 ;

Vu le J.O.R.F. du 5 octobre 1991 donnant la parité de change 1 écu = 6,856 FF = 124,654 FCP ;

Vu la délibération n° 81-13 du 29 janvier 1981 portant délégation de pouvoirs de l'assemblée territoriale au haut-commissaire de la République en vue de conclure avec la Communauté

économique européenne, pour le financement du programme forestier dans l'île de Nuku Hiva, un emprunt de 692.000 écus ;

Vu la délibération n° 87-52 AT du 30 avril 1987 autorisant le Président du gouvernement à contracter et signer auprès de la Communauté économique européenne un emprunt de 808.000 écus, pour le financement du programme forestier dans les archipels des Marquises et îles Sous-le-Vent ;

Vu la délibération n° 92-6 AT du 24 janvier 1992 approuvant le budget du territoire pour l'exercice 1992 ;

Vu l'arrêté n° 1430 CAB du 10 janvier 1992 de M. le haut-commissaire de la République portant convocation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française en session ordinaire, dite session budgétaire, au titre de l'année 1991 et fixant la date d'ouverture de cette session au 17 janvier 1992 ;

Vu la délibération n° 92-2 AT du 24 janvier 1992 fixant la durée de la session ordinaire, dite session budgétaire, au titre de l'année 1991 à deux mois et quinze jours ;

Vu le rapport n° 112-91 du 20 décembre 1991 de la commission des finances ;

Dans sa séance du 24 janvier 1992,

Adopte :

Article 1er.— Afin de comptabiliser au bilan du territoire, par écritures d'ordre, les différentes opérations financées par emprunts du Fonds européen de développement (F.E.D.), dont le programme d'investissement est terminé, les recettes extraordinaires votées au budget du territoire pour l'exercice 1992 sont modifiées comme suit :

Chap.	Art.	Intitulé	Montant
925	1663	Emprunt F.E.D. auprès de la Communauté économique européenne	183.119.509

Art. 2.— Les autorisations de programme votées au budget du territoire pour l'exercice 1992, au titre des dépenses en capital, sont modifiées comme suit :

Chap.	Art.	Op.	Intitulé	Montant
907	2110	PM	Forêt	183.119.509

Art. 3.— Les crédits de paiement votés au titre des dépenses en capital au budget du territoire, exercice 1992, sont modifiées comme suit :

Chap.	Intitulé	CP en +
925	Equipement rural	183.119.509

Art. 4.— Les mandats de régularisation seront accompagnés par :

- un certificat mentionnant la liste exhaustive des décaissements effectués par la C.C.C.E. ;
- une copie des ordres de paiement visés par la commission des Communautés économiques européennes.

En cas d'absence de la copie des ordres de paiement, le service gestionnaire des opérations (économie rurale) produira un inventaire des biens acquis dans le cadre des emprunts susvisés.

Art. 5.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Le secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Pour le président :
Le vice-président,
Jean JUVENTIN.

DELIBERATION n° 92-9 AT du 24 janvier 1992 portant modification des statuts de l'établissement public dénommé "Fonds d'entraide aux îles".

L'assemblée territoriale de la Polynésie française,

Vu la loi n° 84-820 du 6 septembre 1984 modifiée portant statut du territoire de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 91-35 AT du 29 janvier 1991 portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière du territoire et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 84-55 AT du 26 avril 1984 portant création d'un établissement public territorial dénommé "Fonds d'entraide aux îles" ;

Vu l'arrêté n° 1430 CAB du 10 janvier 1992 de M. le haut-commissaire de la République portant convocation de l'assemblée territoriale de la Polynésie française en session ordinaire, dite session budgétaire, au titre de l'année 1991 et fixant la date d'ouverture de cette session au 17 janvier 1992 ;

Vu la délibération n° 92-2 AT du 24 janvier 1992 fixant la durée de la session ordinaire, dite session budgétaire, au titre de l'année 1991 à deux mois et quinze jours ;

Vu l'arrêté n° 56 CM du 14 janvier 1992 soumettant un projet de délibération à l'assemblée territoriale ;

Vu le rapport n° 4-92 du 15 janvier 1992 de la commission des affaires administratives, du statut, des lois et des postes et télécommunications ;

Dans sa séance du 24 janvier 1992,

Adopte :

Article 1er.— L'article 3 de la délibération n° 84-55 AT du 26 avril 1984 susvisée est complété comme suit :

- aides et secours aux victimes de calamités naturelles et notamment :
- attribution et acheminement des aides et secours d'urgence ;

- réparation et remise en état des habitations endommagées ; bonifications éventuelles des emprunts souscrits à ce titre par les particuliers ;
- construction et montage des habitations à reconstruire ;
- dédommagement partiel des pertes subies par les entreprises privées et les exploitants individuels ; aides à la reconstruction de l'outil de travail, y compris les bonifications éventuelles des emprunts souscrits par les entreprises et les personnes privées.

Art. 2.— L'article 4 de la délibération n° 84-55 AT du 26 avril 1984 susvisée est complété comme suit :

"Dans le cadre de l'état de calamités naturelles constaté par arrêté en conseil des ministres, l'action du Fonds d'entraide aux îles s'étend à l'ensemble du territoire de la Polynésie française."

Art. 3.— Le Président du gouvernement est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Un secrétaire,
Hilda CHALMONT.

Pour le président :
Le vice-président,
Jean JUVENTIN.

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
(liste non limitative)

**CONVENTION COLLECTIVE
DES AGENTS NON FONCTIONNAIRES
DE L'ADMINISTRATION DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**

Réédition 1989
Prix : 550 francs

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE
Recueil de jugements**

(1er janvier 1990 — 31 décembre 1990)
Prix : 1.620 francs

BUDGET DU TERRITOIRE — Année 1991

Prix : 2.375 francs

BUDGET DU TERRITOIRE — Année 1990

Prix : 2.265 francs

NOMENCLATURE GENERALE DES MEDECINS

Prix : 300 francs

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS
DES DELEGUES DU PERSONNEL**

Prix : 60 francs

**TARIFS DES IMPOTS DIRECTS
ET TAXES ASSIMILEES — Année 1987**

Prix : 720 francs

**REGLEMENTATION DES LOYERS
DES LOCAUX A USAGE D'HABITATION**

Prix : 595 francs

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PAPEETE
Recueil de jugements**

(16 septembre 1988 — 31 décembre 1989)
Prix : 2.400 francs

TARIF DES DOUANES — Edition Juillet 1991

Prix : 5.750 francs

CODE DES INVESTISSEMENTS

Prix : 180 francs

CODE DES MARCHES PUBLICS

Prix : 985 francs

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES GENERALES

Prix : 985 francs

**RECUEIL DE TEXTES
CONCERNANT LES IMPOTS ET TAXES ASSIMILEES**

(Edition mise à jour au 1er janvier 1990)
Prix : 3.500 francs l'exemplaire non perforé
Prix : 3.900 francs l'exemplaire perforé

**STATUT DU TERRITOIRE
DE LA POLYNESIE FRANÇAISE
LOI n° 84-820 du 6 septembre 1984
modifiée par la loi n° 90-612 du 12 juillet 1990**

Prix : 310 francs

**COLLECTIONS RELIEES
JOURNAL OFFICIEL de la Polynésie française
Années : 1986 - 1987 - 1988 - 1989
(Quantité limitée)**

Prix : 13.180 francs les 2 tomes

CARTE DES COMMUNES

Prix : 520 francs

**TEXTES RELATIFS A L'INTEGRATION
DANS LA FONCTION PUBLIQUE METROPOLITAINE
(Corps de l'Etat pour l'administration
de la Polynésie française)**

Prix : 380 francs

**PROCES-VERBAL TYPE DES ELECTIONS
DES MEMBRES DU COMITE D'ENTREPRISE**

Prix : 60 francs

TARIF

des abonnements, annonces, insertions, cessions, etc..., de l'Imprimerie Officielle, en francs Pacifique

I - JOURNAL OFFICIEL DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

	Polynésie Française	FRANCE et TOM		ÉTRANGER		ANNONCES et AVIS Annonces judiciaires, commerciales diverses : - la ligne..... 180 frs - les mêmes renouvelées .. 72 frs Publications de sociétés philanthropi- ques, littéraires, scientifiques, spor- tives, coopératives, syndicales, etc.. - la ligne..... 129 frs
		Voie maritime	Voie aérienne	Voie maritime	Voie aérienne	
Numéro.....	180	216	243	237	324	
Abonnement 6 mois.....	2.160	2.592	3.240	2.808	3.888	
Abonnement 1 an.....	3.960	4.824	6.120	5.400	7.416	